Rouge

M 1578 N° 1104 6,50F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 16 mars au 22 mars 1984

ECOLE
Une croix sur la laïque
p.8 / 9

Anniversaire en forme de bilan

Il y a un an, la sanction électorale des municipales a laissé sourd le gouvernement.
Il y a un an, le plan d'austérité a étroitement soumis nos emplois et nos salaires aux « lois de la concurrence internationale ».
Depuis un an, ce choix fait directement courir à sa perte la majorité.
Depuis un an, en effet, les chômeurs, les retraités, le pouvoir d'achat des travailleurs, l'emploi, subissent la rigueur des exigences patronales.
Depuis un an, de même les mauvais coups s'accumulent contre le droit à l'emploi des femmes.
Depuis un an, la droite, elle, réussit pratiquement toutes ses opérations politiques, d'élections partielles en mobilisation pour l'école privée.
Depuis un an, avec de bienveillantes protections, l'extrême droite arrive à se tailler une audience populaire.
Bref, depuis un an, la majorité voit sa base s'affaiblir. Comment pourrait-elle s'appuyer sur ceux qu'elle trahit et frappe ou laisse frapper par le patronat ?
Cet anniversaire en forme de bilan est aussi celui des trois ans de la majorité du PS et du PC après sa victoire du 10 mai. Autre chose était possible : « le changement », dont ils avaient fait un thème central de campagne électorale. Avec la « priorité à la lutte contre le chômage », grâce, disaient-ils, à « une maîtrise de l'économie par les nationalisations des banques et des industries-clés ».
Ce changement réel, auquel le gouvernement tourne le dos, reste possible. Devenu lointain pour beaucoup de travailleurs, il dépend des luttes. Quoi de plus évident aujourd'hui, après les mouvements chez les fonctionnaires, au milieu des diverses mobilisations dans les secteurs industriels frappés par les restructurations qui sont autant d'applications des fameuses « lois de la concurrence internationale » ?
Une seule voie pour cela, celle des luttes. A condition que s'impose l'unité pour la mobilisation, l'unité pour construire le rapport de forces contre le patronat et pour exiger du gouvernement qu'il réponde aux exigences ouvrières.

ALLEMAGNE - ITALIE

Les travailleurs contre l'Europe de l'austérité

Il y a 22 ans
La victoire algérienne
p. 11

26 - 27 mai Le Bourget
Rassemblement contre l'austérité
p. 7

Partout des milliers contre Le Pen
p. 2

IMMIGRATION

Carte unique : une promesse non tenue

Le ministère des Affaires sociales vient de publier un décret au *Journal officiel* du 11 mars. Cette mesure fait suite aux vagues promesses de Mitterrand aux marcheurs du 3 décembre au sujet de l'asssouplissement du système de la carte de séjour pour les immigrés.

On est bien loin du compte ! « Carte unique de 10 ans automatiquement revouvelable pour tous les immigrés ! », scandaient les manifestants du 3 décembre. Cette revendication avancée depuis plus d'un an par le collectif national du même nom, soutenu par plus de quarante associations, n'a pas été satisfaite malgré les promesses, malgré la campagne engagée par ce collectif depuis une semaine.

Une fois de plus le gouvernement a préféré balancer un décret d'en haut, plutôt que de proposer un projet de loi qui aurait permis au moins un débat au Parlement et une sensibilisation de l'opinion. Un décret dont le contenu est si mince qu'il prêterait à sourire si la situation des immigrés était moins dramatique.

Assouplissement de la réglementation ?... Les immigrés jugeront :

— La carte de travail temporaire (carte A valable 1 an) donne droit d'exercer « dans le ou les départements indiqués dans ce document l'activité professionnelle ou, le cas échéant les activités professionnelles salariées qui y sont rémunérées ». En clair, cela signifie que la carte temporaire limite toujours le droit à l'emploi tant du point de vue de la profession que du point de vue de la région. Le seul apport consiste à l'ouverture contenue dans la petite phrase « ou le cas échéant LES activités professionnelles »... sans commentaire.

— La carte B (valable 3 ans), elle, par contre libère totalement le choix de l'activité professionnelle et de la région.

— Enfin l'attribution de la carte C (de 10 ans) sera élargie notamment aux travailleurs immigrés justifiant de 15 (!) années de résidence en France, aux parents d'enfants français... Par contre elle sera supprimée pour les réfugiés politiques !

On le voit, le gouvernement a fait preuve d'un effort considérable pour écouter les revendications des immigrés et des quarante associations du collectif national. Il a fait preuve d'un effort non moins grand pour rédiger un décret absolument nul et faire croire qu'il révisait le système actuel des cartes de séjour et de travail !

La lutte contre le racisme passe d'abord par l'égalité des droits : tel était le sens de la marche que le PC et le PS ont soutenue, à laquelle Georgina Dufoix, l'auteur probable de ce brillant décret, s'était rendue avec toute la démagogie voulue.

Le gouvernement avait les moyens de décider d'accorder la carte unique de 10 ans automatiquement renouvelable : cette mesure supprimait d'un coup le statut actuel précaire des travailleurs immigrés qui pour la plupart sont en France depuis plus de 10 ans.

Mais peut-on en même temps laisser croire que les immigrés sont — un peu — responsables du chômage en les licenciant massivement dans l'automobile, que les immigrés sont — un peu — responsables de l'insécurité en organisant la chasse aux clandestins victimes des patrons moyenâgeux, que les immigrés n'ont pas à avoir le droit de vote, et leur accorder le droit illimité au séjour et au travail ?

Les choix du gouvernement tombent depuis longtemps toujours du même côté, celui du manche que tient le patronat. En pleine crise économique, quand on a choisi de servir loyalement les intérêts des profiteurs, on ne peut quand même pas se contredire en rétablissant les travailleurs immigrés dans leurs droits et leur dignité.

La carte unique était une revendication de tout le mouvement ouvrier ! Que va-t-il se passer ? Les organisations ouvrières vont-elles réagir ? Il est plus que temps pour elles de le faire ! De reculade en reculade, c'est toujours des points en plus marqués par la droite et l'extrême droite !

H. Viken

Paris, trois mille contre Le Pen

Décidément, Paris n'est pas la province. Alors que dans toutes les villes où se tient un meeting Le Pen, c'est l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques qui descend dans la rue, Paris se singularise. En effet, ni les syndicats, ni le PC, le PS et le PSU n'ont appelé à la manifestation place de la République. Et pourtant, depuis trois semaines, la LCR a multiplié toutes les tentatives pour arriver à un accord (envoi de lettres, coups de téléphone, etc.) Résultat : tout le monde était pour la manifestation, sauf le PS... et pour ne pas briser l'union de la gauche, solidarité gouvernementale oblige, tout le monde s'est défilé... sauf le MRAP parisien qui a su prendre ses responsabilités. Du coup, les lecteurs de *l'Humanité* ont pu lire, le 13 mars, un tout petit entrefilet signalant que le MRAP de Paris appelle *« à participer à la manifestation du 14 mars place de la République. »* Nul doute que les militants antiracistes de la région parisienne demanderont des comptes à leurs partis et syndicats.

Trois mille personnes ont manifesté le mercredi 14 mars à Paris contre la tenue du meeting du Front national.

Cortège combatif de ceux qui avaient refusé le silence des grands partis de gauche. « Le Pen, c'est comme la CSL... Et hop, tout ça à la poubelle ! » « Le Pen, raciste, fasciste, y'en a marre ! » « Solidarité avec les immigrés ! » Tels étaient les mots d'ordre les plus scandés de République à Saint-Lazare pendant plus d'une heure et demie. La LCR formait le gros de la manifestation aux côtés des cortèges de l'ATT (Association des travailleurs turcs), du MRAP-Paris, du PCML, de la Fédération de la gauche alternative, de l'UTCL et des JCR.

LANDAU
La campagne de solidarité continue !

A Landau, le 23 février, les juges du tribunal militaire n'avaient pas osé condamner nos camarades, accusés pour leurs seuls écrits en faveur de la paix et des libertés démocratiques à l'intérieur des casernes (un bulletin du comité des soldats du 32e RG et une pétition en faveur du retrait des troupes étrangères des deux Allemagne). Le verdict ne sera donc prononcé que le 29 mars. Etienne Patoor, le troisième inculpé, attend lui aussi sa convocation devant le tribunal militaire, probablement pour le mois d'avril (1).

La presse française, si l'on excepte *Libération*, *Rouge*, *Lutte ouvrière* et quelques journaux régionaux, a observé un silence à peu prés complet sur le procès. En revanche, la presse allemande l'a couvert de manière plus satisfaisante et notamment le grand quotidien *Frankfurter Rundschau*. Désormais, il importe que ceux qui ont déclenché cette affaire, en dépit de la minceur du dossier d'accusation, ne s'en tirent pas à si bon compte. En effet, une condamnation, même de principe, serait un précédent extrêmement grave ouvrant la perspective d'autres affaires de ce genre. Les débats devant le TMA l'ont montré de manière éclatante, les trois soldats de Landau doivent être acquittés, un point c'est tout.

Voilà pourquoi le collectif national de solidarité n'aura de cesse de contribuer à renforcer la solidarité tant en France qu'à l'étranger aussi longtemps que cette affaire ne sera pas réglée par l'acquittement pur et simple de nos camarades. A cette fin, la recherche de nouvelles prises de position, adressées à F. Mitterrand et à ses ministres de la Défense et de la Justice, avant le 29 mars, est absolument indispensable. Le collectif national va en outre éditer un petit livre, *le Procès de Landau*, livrant l'ensemble des pièces du dossier (acte d'accusation, déclarations des soldats et de leurs avocats devant les juges du TMA, interventions de nombreux témoins et prises de position diverses). Ce petit livre, publié par les éditions La Brèche, sera un outil irremplaçable pour la poursuite de la campagne. D'autres initiatives de solidarité sont en préparation : en maintenant la mobilisation pour la paix et les libertés, nous ferons reculer les partisans du militarisme et les atteintes aux libertés démocratiques qu'implique leur politique.

J.-L. M.

1. Entretemps, sur appel du commissaire du gouvernement, la chambre de contrôle de Colmar aura à se prononcer le 15 mars sur l'ordonnance de renvoi préparée par le juge Latève, magistrat instructeur, à l'encontre de Patoor. Il semble que le gouvernement — le commissaire du gouvernement agit sur ordre de la Chancellerie — ne souhaite pas voir se répéter l'audience du 23 février et qu'il opte enfin pour l'abandon des poursuites en ce qui concerne la pétition des soldats français en Allemagne. Si tel était le cas, cela signifierait que le gouvernement par la voix de son représentant reconnait implicitement qu'il a eu tort de ne pas prendre des réquisitions en faveur de l'acquittement d'Olivier et de Laurent le 23 février, et ce serait naturellement une nouvelle victoire dans cette affaire exemplaire.

ABONNEMENT A DOMICILE	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	**450 F**	**500 F**
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	**160 F**	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	**150 F**	**170 F**
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	**65 F**	**75 F**
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	**200 F**	**200 F**
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

_____

Formule choisie ___

Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Robert March
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Tous ensemble, refuser l'austérité

Le printemps 1984 voit le reveil, la mise en branle des ouvriers des secteurs industriels traditionnels : chantiers navals, sidérurgie, Charbonnages, Renault. Autant de hauts lieux des coupes sombres du patronat et du gouvernement en matière d'emploi. Et l'Etat patron est encore en première ligne face à ses fonctionnaires et agents du secteur public à qui il prétend refuser l'augmentation des salaires.

Aux grèves des OS immigrés de l'automobile succèdent les actions pour l'emploi des branches industrielles traditionnelles : navale, charbonnages, sidérurgie. De gros secteurs de la classe ouvrière, avec leurs traditions d'organisation, entrent en action. L'austérité gouvernementale pousse ces secteurs, souvent nationalisés, à se défendre, comme elle pousse les fonctionnaires à défendre leurs salaires menacés. La fermeté de Mauroy et de ses ministres face à ces mouvements n'a d'égal que ses grandes capitulations devant la réaction et le patronat. Mauroy claque la porte au nez des mineurs de charbon en visite, mais cède à la manifestation des crucifix et des soutanes de Versailles pour l'école privée. L'intransigeance gouvernementale incite dès lors les travailleurs en lutte à recourir à des actions aussi déterminées que les routiers ou les archevêques, puisque le gouvernement les entend et leur cède.

Oser lutter, sans craindre de faire le jeu de la droite, amène à débattre d'une question nouvelle : comment parvenir à la généralisation des luttes ?La grève des centres de tri en septembre 1983 posait le problème de la coordination des centres en grève. En mars 1984, c'est la coordination des actions de secteurs industriels entiers pour l'emploi et les salaires qui est posée.

L'obstacle : la politique du gouvernement

Les mouvements en cours ont un dénominateur commun, ils se heurtent tous à la politique gouvernementale. Secteurs traditionnels de l'économie à haute tradition d'organisation ouvrière, ceux de la navale, du charbon, de l'acier, de Renault, se battent pour leurs emplois menacés dans le secteur nationalisé, là où le gouvernement a voix prépondérante. De même les fonctionnaires et les agents du secteur public : devant eux, l'Etat-patron refuse la garantie du pouvoir d'achat. Dans les cortèges des mineurs ou de la navale, des fonctionnaires ou de Renault, l'interpellation de Mitterrand et des ministres de gauche se scande naturellement avec les mots d'ordre.

Ainsi gagner à Renault sur l'emploi, empêcher la suppression de la moitié des postes de travail dans les mines, obtenir la garantie du pouvoir d'achat chez les fonctionnaires, cela signifie la remise en cause globale de la ligne gouvernementale d'austérité.

Il n'est donc pas étonnant de voir se développer la tactique du PCF et de la CGT. Ceux-là ont entre les mains les cartes essentielles en matière de déclenchement des luttes, d'encadrement des mouvements. Ils ne peuvent les juguler au nom d'une politique gouvernementale indéfendable. Alors ils adaptent le langage et l'action au mécontentement avec un impératif : offrir comme débouché aux luttes ouvrières une voie de garage, évitant toute convergence interprofessionnelle contre le gouvernement.

Se pose donc, à tous les secteurs frappés de plein fouet, à tous les conflits en cours, la question : comment gagner, comment lutter après qu'on ose lutter ?

Comment lutter ? Comment gagner ?

C'est l'interrogation portée par de nombreux secteurs en lutte, ou disponibles à l'action. Les mineurs, unitaires et nombreux, sont venus dans la capitale. Puis l'intersyndicale leur a enjoint de rejoindre leurs puits. Après le 16 février et le 8 mars, un silence épais règne sur la suite à donner à l'action pour les salaires des fonctionnaires, test central sur la question. En bas, l'interrogation est générale : comment continuer, comment gagner ? Les vingt-quatre heures à répétition, merci bien, ils connaissent et savent les effets désastreux de cette tactique d'épuisement. Alors ?

En haut, au sommet des confédérations syndicales, peu d'empressement à faire converger les actions prévues. La CGT parle d'unité et parfois la pratique. Elle organise beaucoup de semaines, de journées d'action, de marches. Ce serait bien si cela servait de rampe de lancement à une action générale. Elle est loin d'en prendre le chemin. La direction de la CFDT oppose la défense de l'emploi à la défense des salaires, et Maire fustige ces fonctionnaires qui osent se battre pour le pouvoir d'achat, les égoïstes alors que, ô scandale, ces privilégiés possèdent un emploi stable (comble de richesse de nos jours). FO rejette l'unité syndicale comme si elle allait attraper la gale au contact des « communistes ». Elle préfère engranger des scores électoraux qui marquent une progression de son image indépendante. Un savant dispositif est en place, alliant unité de sommet et division, coup fourré ouaté et compétition intersyndicale. L'unité, aspiration de la base, possible parfois, demeure un outil de sommet pour tempérer les mouvements revendicatifs.

Bâtir le tous ensemble

La question centrale qui se pose est celle de faire céder le gouvernement sur sa politique d'austérité. Obtenir de lui qu'il interdise les licenciements et garantisse le pouvoir d'achat.

La première démarche en ce sens consiste à créer les conditions pour obtenir des mouvements prolongés, reconductibles, à même de gagner. Pour les fonctionnaires, la victoire s'obtiendra à ce prix, par une lutte prolongée, qui entraîne dans l'action unitaire des secteurs entiers, s'appuyant sur un mouvement réel à la base. L'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFTC des Chantiers navals de La Seyne n'a pas d'autre démarche quand, définissant les modalités de sa propre action, elle interpelle les fédérations de la métallurgie de chaque confédération pour qu'elles organisent l'action de tous les secteurs menacés par les licenciements (déclaration à la presse de l'intersyndicale le 14 mars). Cette démarche, qui articule à la fois les propositions d'action à la base et la demande d'un tous ensemble sur l'emploi, indique bien la voie à suivre.

Un gouvernement composé des partis de gauche, élu par les travailleurs, a des comptes à rendre à la base ouvrière, qui doit s'emparer du débat sur la construction de ces mouvements dans la perspective du tous ensemble.

Gagner sur les salaires et l'emploi suppose, en s'appuyant sur ces mouvements sectoriels, l'action consciente et unitaire pour préparer un tous ensemble. Il est possible d'envisager une démonstration de force unitaire et interprofessionnelle. Ce qui fut fait le 7 octobre 1976 ou le 24 mai 1977, face au plan Barre, est possible aujourd'hui. Plus facilement qu'à cette époque, puisque plus nombreux sont les secteurs industriels disponibles à l'action. Cet objectif, de plus, donnera confiance dans les forces de la classe ouvrière, qui réoccupera la rue pour ses objectifs, ses revendications, sous ses banderoles, ce jour-là, qui fera oublier la manifestation des beaux quartiers de Versailles.

Construire ce tous ensemble, réunir les conditions pour sa réalisation, tel est l'objectif immédiat, partagé par nombre de travailleurs combatifs et de cadres syndicaux. Il faut que dans les luttes et dans les débats ce courant s'exprime.

Jean Lantier

CGT

La nouvelle tactique est arrivée

La CGT a signé la convention UNEDIC qui liquide l'allocation pour licenciements économiques. La CGT a de fait avalisé le plan gouvernemental en matière de restructurations industrielles. Krasucki est dès lors tenu de masquer ces grandes capitulations par une démarche qui doit en outre mieux répondre au mécontentement qui monte. La tactique cégétiste mise en pratique répond à ces exigences confédérales.

Les actions proposées par la CGT se multiplient. Les marches succèdent aux marches, les semaines d'action succèdent aux grèves de 24 heures, les régions CGT organisent des actions interprofessionnelles d'un jour. Le discours unitaire emplit les déclarations des directions fédérales ou départementales. Alors, que cherche la CGT ?

Ce n'est pas un feu de paille

C'est ce qu'indique Krasucki dans un éditorial de *l'Humanité* du 12 mars. *« Pour ceux qui déterminent l'action du gouvernement et auraient tort de penser qu'il s'agit d'une grogne sans suite », « pour le patronat pressé d'écraser les travailleurs qu'il suppose en situation de faiblesse »*, écrit-il la CGT continuera d'un même pas serein de dérouler le calendrier des journées d'action et des marches. *La VO* du 12 mars en donne un aperçu, annonçant une bonne dizaine de semaines d'action avec « temps fort », de marches, de journées régionales.

Aux travailleurs qui désormais osent lutter sous un gouvernement de gauche sans avoir peur de faire le jeu de la droite, la CGT offre un débouché au mécontentement. Le discours officiel selon lequel l'action du gouvernement *« va dans le bon sens »* ne risquant plus de connaître le moindre succès, le ton change. Il faut à la CGT éponger une grogne grandissante se traduisant par la soif de l'action. Plutôt que de s'opposer frontalement au mouvement, comme à Talbot, la CGT prend la tête des opérations, pour mieux en contrôler l'orientation.

Perçue comme le syndicat du gouvernement, comme l'ont montré les élections à la Sécurité sociale et la grève de Talbot, la CGT veut changer d'image de marque. Mais aussi, ayant touché le fond en matière d'effectifs et d'audience syndicale, elle se doit de remobiliser ses militants, ses adhérents les plus proches et en capter de nouveaux, mus par le besoin de se défendre devant l'ampleur des attaques en tout genre. Force est de constater que ces deux objectifs, attitude à l'égard du gouvernement et remobilisation de la base syndicale, sont atteints. En témoigne la réussite constante des marches et des journées d'action. Car elles se greffent sur un besoin réel des travailleurs de se battre pour l'emploi et les salaires.

Ainsi les actions sectorielles proposées se radicalisent, comme le ton à l'égard du gouvernement. Sont pris pour cibles les ministres socialistes et Mitterrand soi-même dans de nombreux cortèges qui interpellent la majorité de gauche en scandant les revendications. Krasucki montrait l'exemple il y a peu en *« sonnant la tocsin ». « Après un timide début, on ne voit pas la justice sociale »*, précise-t-il à *l'Humanité* du 12 mars.

La double fonction de l'unité

Krasucki écrivait il y a peu un livre sur *« syndicats et unité »*, ou le recentrage de la CFDT était présenté comme un préalable à toute unité, ce qui fut entériné par le 41e Congrès lillois en juin 1982. En quelques semaines, la vérité en matière unitaire prend l'exact contrepied de la vérité officielle précédente : *« L'expérience et le comportement des uns et des autres ne constitue en rien un préalable à l'unité d'action de fait ; les travailleurs en ont besoin, ils la veulent. La CGT la veut comme eux. Elle en prend la tête, prête à partager avec toutes les forces syndicales de bonne volonté, sans exclusive. »* (*l'Humanité* du 12 mars 1984). La vérité d'aujourd'hui infirme la division mensongère d'hier. Tant mieux, mais bon courage aux tenants de la ligne sectaire antérieure, qui doivent chausser des pneus antidérapants pour prendre un si brusque virage.

L'unité émaille dorénavant les discours officiels. Sa réalisation est une autre affaire. Réalisée souvent à la base lors des luttes, comme dans la Navale, les Mines ou certains secteurs de la fonction publique, cette unité cégétiste se colore de manière particulière. Dans la fonction publique, il s'agissait, le 16 février, de couper l'herbe sous le pied de FO, et le 8 mars d'envelopper la CFDT dans un mouvement tournant au moyen de la FEN. Dans certains centres SNCF, par exemple, une CFDT dans la ligne confédérale était digne de l'unité, dans d'autres, une CFDT de lutte de classe était écartée de la réunion intersyndicale. Enfin, dans les Mines, le front syndical fédéral réunissant les cinq centrales se tourna contre le mouvement pour renvoyer les mineurs... au charbon.

L'unité est toujours confédéralement utilisée pour une politique, qui, cette fois, allie à la nécessité de chevaucher le mécontentement celle d'améliorer le rapport de forces vis-à-vis des centrales concurrentes.

« Jusqu'où ne pas aller trop loin »

Telle semble bien la perspective de la CGT à l'égard des luttes et du gouvernement. Krasucki a raison de dire que *« opposer le pouvoir d'achat des salaires et l'emploi apparait de plus en plus absurde »*. Dès lors, la conclusion à en tirer ne peut être que la préparation d'un tous ensemble pour l'emploi et les salaires. L'annonce de cette préparation active sur la base de la réussite des journées d'action donnerait un crédit à l'affirmation de Krasucki, selon laquelle *« personne ne croit qu'il s'agit d'un feu de paille »*. Il s'agirait de faire céder le gouvernement par une action convergente, centralisée des énergies ouvrières pour ce tous ensemble unitaire. Mais le calendrier d'actions sectorielles montre que la CGT d'aujourd'hui comme la CGT d'hier met beaucoup de soin à éviter une généralisation de l'action à éviter qu'un mouvement unitaire et interprofessionnel parvienne à faire céder le gouvernement. Inutile de rêver, la direction de la CGT ne prépare pas la grève générale.

Jean Lantier

PCF

Langage mode d'emploi

Peut-on pratiquer au gouvernement une collaboration de classes à peine voilée et au sein du parti mener à bien les tâches qu'assigne la lutte des classes ? C'est ce que tentent de démontrer le camarade ministre, Charles Fiterman, et le camarade secrétaire général, Georges Marchais.

Respectons l'ordre hiérarchique, écoutons d'abord le secrétaire général : *« Jamais les menaces sur la production, l'emploi, le pouvoir d'achat n'ont été aussi précises et jamais, dans le même temps, les crédits publics accordés aux patrons n'ont été aussi élevés, à tel point que les profits ont augmenté de 25 % en deux ans. »* Ainsi parlait Marchais devant les militants PCF du Puy-de-Dôme... « Jamais », c'est-à-dire pas même du temps de Giscard... Le même, cette fois, le 6 mars, devant les responsables des cellules et sections de la fédération de Paris : *« On ne nous convaincra pas qu'une France moderne, ce puisse être une France à l'économie éclatée, à l'activité réduite, une France de la misère étendue et de trois millions de chômeurs. »* Voilà le langage pour la base du parti ; aucune concession face au gouvernement des quatre ministres communistes qui, par ailleurs, n'est jamais nommé. Mais les militants aiment ce discours aux contours radicaux.

Au tour maintenant du membre du bureau politique, ministre des Transports. Le 11 mars, il planchait devant le Club de la presse d'Europe 1. Rappelez-vous Marchais, *« jamais l'emploi, le pouvoir d'achat »* n'ont été aussi menacés. Jamais... Pour Fiterman, il en va autrement, ministère oblige : *« S'agissant des fonctionnaires, le gouvernement a dit, me semble-t-il, qu'il veillerait à ce que le pouvoir d'achat moyen de ses salariés soit préservé. Je ne vois pas qu'il ne tienne pas ses engagements. »* Fiterman est plus confiant encore sur l'emploi : *« Je suis persuadé que si cela est nécessaire — et cela peut l'être — d'autres mesures seront prises. Dans ces conditions, il est effectivement tout à fait prématuré de parler de trois millions de chômeurs. Nous n'en sommes pas là, et je suis convaincu que nous n'irons pas là. »* Il répondait à un journaliste citant Marchais devant l'assemblée des militants PCF de Paris.

Alors, Fiterman répond-il à Marchais ? Le grand écart entre le ministère et le secrétariat général ? Allons donc. Simple répartition des rôles dans le parti. Cela n'émeut guère que Mauroy qui, dans *le Journal du dimanche* du 11 mars, indique : *« Mais il y a un seuil à ne pas dépasser. On ne peut concevoir une participation sans soutien. »* Est-il lui-même vraiment ému, ou s'agit-il de rôles bien joués ? Car enfin, ce n'est pas demain la veille que le PCF, au gouvernement ou pas, déclenchera l'assaut des forces ouvrières contre l'Etat bourgeois. Tartufferies en tout genre...

J. L.

Vient de paraître

Critique Communiste
revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire
mars 84 14 fr.

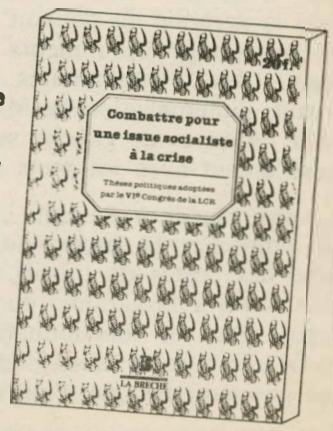
Sommaire
Echec cinglant de l'impérialisme au Liban
Défense de l'école publique : Il y a urgence !
La « question des femmes » dans la CGT et la CFDT
Dossier CHARBONNAGES : Pas de fatalité aux suppressions d'emplois
Classe ouvrière et division syndicale de 1977 à 1981
Gluckmann, chevalier de l'Occident

Combattre pour une issue socialiste à la crise

Thèses politiques adoptées par le VIe Congrès de la LCR

20 F

En vente auprès des militants ou à la librairie La Brèche



CFDT

Orientation en faillite

La lutte de la direction confédérale contre la grève des fonctionnaires montre toute l'ampleur de son ralliement aux exigences patronales. Les réactions internes des syndicats de fonctionnaires sont énormes.

Edmond Maire et Jean Kaspar ont beaucoup payé de leur personne, à la veille du 8 mars, pour affaiblir la grève des fonctionnaires. Mensonge sur *« le maintien du pouvoir d'achat pour trois millions sur quatre »*, dénonciation de *« l'égoïsme des forts quand le chômage augmente »*... Tout leur était bon.

Il serait cependant faux de ne voir là qu'un soutien au gouvernement. Evident et source de colère de beaucoup de militants, cet objectif se double d'un autre : il s'agit, pour la direction confédérale CFDT, de faire entrer dans la tête des travailleurs que *« pour sauver notre démocratie »*, comme dirait Yves Montand, il faut apprendre à *« partager le gâteau »*.

Culpabilisation et hypocrisie

Qui exploite qui ? Qui profite ? Qui sont les amis et les ennemis ? Questions simples aujourd'hui ignorées. La philosophie de la direction de la CFDT est en mutation : « Il y a toujours plus pauvre que soi » et « On est souvent plus riche que quelqu'un »... Dans ce contexte, le minimum d'analyse de classe est perdu de vue, alors que la CFDT — du temps même où elle était encore minorité de la CFTC — avait su analyser le capitalisme (voir ci-contre).

Aujourd'hui, l'appareil confédéral s'empêtre dans le double langage. Il affirme *« la priorité à l'emploi »* et accepte que les effectifs de la fonction publique soient bloqués, comme les salaires, au titre de « la rigueur » budgétaire. Il affirme *« la priorité aux bas salaires »*, mais accepte que le pouvoir d'achat du SMIC n'augmente pas alors que celui de l'écrasante majorité des salariés, du public comme du privé, est en baisse. Il se donne une stature « européenne » mais refuse de tirer les leçons de l'expérience du DGB allemand, qui constate, après plusieurs années de baisse du pouvoir d'achat, la baisse aussi du nombre des emplois.

Quant à « l'ambition » de *« contester »*, les restructurations industrielles au nom d'une *« autre conception des produits et du développement économique »*, elle ne se traduit en rien par le rejet des plans industriels, de stricte logique capitaliste, en cours d'application.

Un courant droitier

A ce train, la direction confédérale a encouragé un courant plus droitier qu'elle, qui propose de mettre la stratégie syndicale en accord avec la pratique : puisqu'on ne rejette plus la logique du capitalisme, disent-ils en substance, soyons aussi bons que FO dans le style *« syndicalisme de négociation »*.

Au moment de la lutte de Talbot, ce courant, où se manifestent notamment les directions de la Bretagne, de la fédération agro-alimentaire et de la Défense nationale, a critiqué fortement la façon dont Edmond Maire a cherché à tirer partie d'une mobilisation qu'il n'avait pas souhaitée. De tels « écarts », quand on aspire au statut de « partenaire responsable, doivent être bannis, pensent-ils, plus ou moins appuyés par tel ou tel membre de la commission exécutive confédérale.

D'autres, au sein même de la direction, cherchent une voie « moderniste ». Définissant « l'autogestion » comme une amélioration de « notre démocratie », il est, selon eux, *« nécessaire que le droit d'expression puisse permettre une modification dans les comportements face aux mutations sociales »*. Ces propos, signés Jacques Nodin et Jean-François, Troglic, membres du bureau national (1) dans *le Monde* du 8 mars auraient pu l'être par Jean Kaspar ou Yves Lichtemberger (2). Moins décidés à l'« apolitisme » que le courant directement droitier, ils ne sont pas moins favorables au *« changement d'image »* de la CFDT : *« pourquoi conserver une identité de syndicat de gauche? »*, demande Jean Kaspar, présenté comme membre d'une discrète mais bien réelle « Fondation Saint-Simon » ; il œuvre avec les P-DG Jean et Antoine Riboud, avec Alain Minc, Michel Albert (3) et d'autres — dont Serge July de *Libération* — à la *« modernisation »* des rapports sociaux.

Les fonctionnaires ont raison

Parcourue de ces courants qui « tirent à droite », la direction confédérale est très homogène pour dénoncer *« l'archéo-corporatisme »* d'un *« syndicalisme transformé en lobby des plus forts »*, comme disait Edmond Maire dans *Libération* du 9 mars. En réalité, les fonctionnaires montrent la seule voie syndicale possible : la défense du pouvoir d'achat et celle de l'emploi marchent ensemble, et l'essentiel est d'ouvrir la voie à la mobilisation unitaire, pour construire le rapport de forces face au patronat. Un rapport de forces qui exige du gouvernement qu'il réponde aux exigences des travailleurs.

A l'intérieur de la confédération, les réactions des syndicats des fonctionnaires, violentes, posent une question centrale : seul le patronat peut se réjouir d'une défaite des salariés de l'Etat sur leurs revendications, parce qu'il l'utilisera comme modèle pour le secteur privé.

Pierre Rème

1. Respectivement membres de la fédération Interco (collectivités locales et communaux) et du SGEN.
2. Dirigeant de la fédération Service-livre.
3. Dirigeant avec Yves Montand de l'émission « Vive la crise ! », voir « Rouge » du 2 mars.

Environ 3 000 manifestants à Paris dans le cortège CFDT le 8 mars, à l'appel de la plupart des syndicats régionaux de la fonction publique.

Aménager le capitalisme

« On ne dénoncera pas assez le mensonge démocratique en régime capitaliste », peut-on lire dans le rapport présenté par Eugène Descamps, membre de la minorité au congrès de la métallurgie CFTC en 1952 (!). *« La liberté capitaliste*, précisait-il, *a livré la démocratie libérale, en utilisant ses formules mêmes et les armes qu'elle lui donnait, à l'oligarchie des riches (oligarchie de puissance et de classe), puis, au dernier stade, à un étatisme contrôlé par la grande banque et la grande industrie qui se sont emparées non seulement des commandes occultes de l'organisation politique mais de la presse, de l'opinion, de la culture, parfois des représentants mêmes du spirituel pour dicter les volontés d'une classe et modeler jusqu'aux aspirations des masses à l'image des leurs, tout en leur refusant les moyens de la réaliser. »*

Qui ne voit que, même après la victoire politique de « la gauche » en 1981, ce jugement demeure encore vrai ? Et quelle « solidarité » Edmond Maire nous prêche-t-il en refusant de mettre en cause la propriété privée de moyens de production ? Il devrait essayer d'expliquer pourquoi est aujourd'hui abandonnée, par la direction de la CFDT, cette simple phrase : *« Nous avons formellement condamné le régime capitaliste et ne voulons pas l'aménager »*, phrase qui scandalisait les dirigeants majoritaires plus ou moins démocrates-chrétiens de la CFTC dans les années cinquante.

P. R.

DUNKERQUE - LA SEYNE

La colère des chantiers

La mobilisation des travailleurs des chantiers s'enracine autour des sites, les pouvoirs publics font trainer leurs mesures et les déploiements de CRS provoquent des étincelles.

Dunkerque, La Seyne... La tension est toujours vive sur les chantiers de Nord-Méditerranée.

A Dunkerque, les travailleurs retiennent toujours l'*Atlantic Cartier*, porte-conteneurs qui devait être lancé le 17 mars. Ils ne le laisseront pas partir tant qu'ils n'auront pas l'assurance de commandes fermes, garantissant le maintien de l'emploi sur le site. Les commandes annoncées par le secrétaire d'Etat à la Mer, M. Lengagne, le jeudi 2 mars, ne répondent pas du tout à leur attente. La construction du bateau militaire qui leur serait affectée n'assurerait que 2 % de la charge de travail en 1984, 5 % en 1985. Le gouvernement « suivrait de près » la commande éventuelle de trois bateaux d'un homme d'affaires suisse. Mais le ministère des Finances bloque la créance de ce client, sujette à caution.

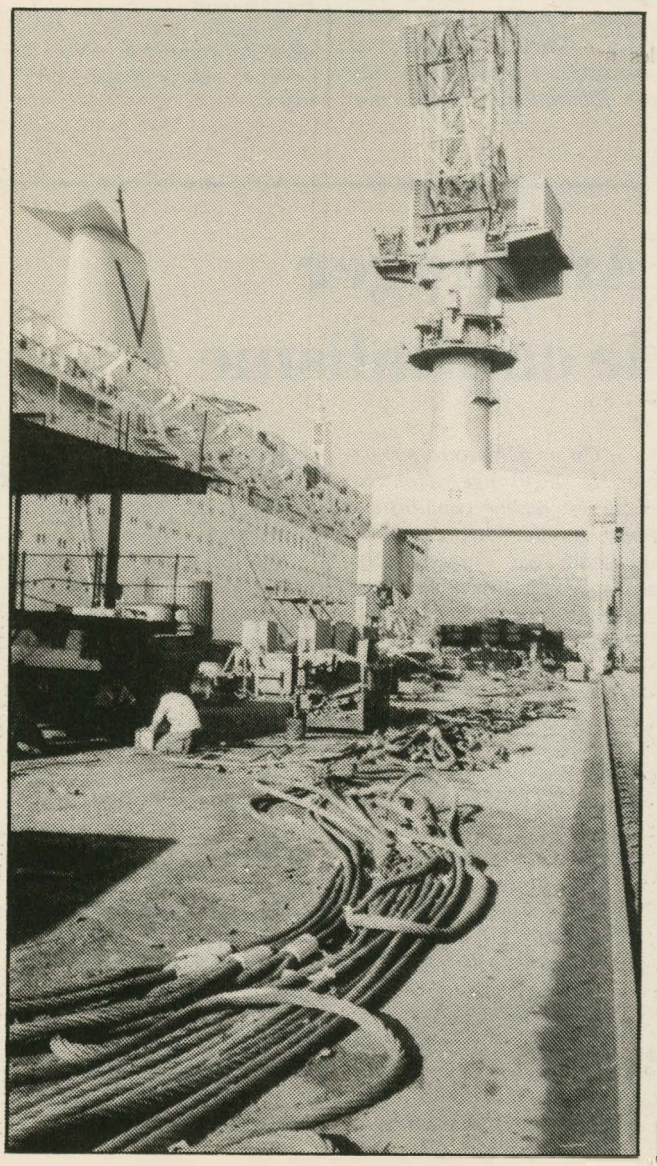
Mardi 7, 1 500 travailleurs manifestaient en ville, de la chambre patronale à l'hôtel des impôts, symbole de la politique Delors. En réponse, les pouvoirs publics envoient les CRS. Les travailleurs des chantiers avaient déjà eu l'impression d'être considérés comme des voyous, constatant le déploiement ostensible des forces policières lors de leur marche sur Paris. Cette fois, la provocation se déplaçait jusqu'à Dunkerque. C'en était trop, l'affrontement était inévitable. Il a duré des heures. Afin que « les choses soient claires », les travailleurs ont brûlé la savatte, pièce de bois indispensable au lancement d'un bateau, qui devait être utilisée pour l'*Atlantic Cartier*. L'intersyndicale a repris contact avec les unions locales. La mobilisation s'enracine sur l'agglomération.

A La Seyne, l'incertitude est la même. Et la colère est encore plus grande après les municipales partielles. Les travailleurs ont l'impression d'avoir été floués par un jugement d'annulation bidon, et des magouilles autour d'une urne lors des résultats du vote. Mercredi 8, la prise officielle de la mairie par la droite, à 300 mètres des chantiers, ne pouvait passer inaperçue. Plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté leur colère, dans les rues. Devant les fanfaronnades, les provocations anti-ouvrières de Scaglia, et les uniformes des CRS, l'ambiance a été chaude une bonne partie de la nuit. Le nouveau maire a dû être évacué sur les épaules des « forces de l'ordre », un casque de pompier sur la tête et sous les huées d'un millier de travailleurs et de jeunes !

La CGT des chantiers de La Seyne a décidé de contacter les autres secteurs de la région, mineurs de Gardanne, sidérurgistes de Fos, menacés eux aussi par les fermetures et les licenciements pour coordonner l'action et conjuguer les forces.

Après être montés ensemble à Paris manifester leur refus de tout licenciement, les travailleurs des chantiers de Nord-Mediterranée renforcent leur mobilisation dans les agglomérations et régions autour des sites. En attendant des mesures plus précises du gouvernement...

M. M.



CFDT METAUX

A Paris le 30 mars

La CFDT-métaux appelle à une journée d'action avec manifestation à Paris le 30 mars : contre les plans industriels et pour la réduction du temps de travail.

Annoncée depuis plus d'un mois, la journée d'action de la FGM-CFDT aura lieu le 30 mars. Sans la CGT qui a refusé. Mais avec FO, parce que l'initiative est co-organisée par la Fédération européenne de la métallurgie (FEM) à laquelle appartiennent FO comme CFDT ; tandis que la CGT reste toujours à la porte de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Sont prévus : appels locaux à la grève, délégations régionales et de branche pour manifester à Paris, devant le siège de l'UIMM (1) et divers sièges de groupes industriels, forums-débats par grands secteurs (automobile, aéronautique, etc.). Quatre à cinq mille travailleurs sont ainsi attendus, auxquels devraient s'ajouter ceux de la région parisienne. Des délégations sont attendues, venant d'Italie, de Belgique, de RFA...

Sur plus d'un point, cette initiative est parfaitement opportune : une action nationale est nécessaire contre la décision prise par le gouvernement, qui réalise les restructurations répondant à la stricte logique capitaliste ; de même, la lutte pour la réduction massive du temps de travail (*« Les 35 heures au plus tard en 1985 »*, disait la direction de la CFDT !) relève d'une mobilisation coordonnée nationalement.

Quant à la dimension européenne, elle est tout à fait d'actualité, ne serait-ce qu'à cause du débat sur les 35 heures en RFA et de la mobilisation en cours en Italie (voir pages 12 et 13).

Bien sûr, l'absence d'appels à une réelle mobilisation unitaire, le refus de lier cette initiative à la construction d'un véritable rapport de forces, n'en font pas un moyen capable de faire progresser la satisfaction des revendications. Elle pose néanmoins la question d'une action nationale, et de ses bases à la fois contre la politique industielle et pour la réduction massive du temps de travail. Et nombre de militants de la métallurgie auront à cœur d'en faire une occasion de rencontre et de débats avec les délégations venant des quatre coins du pays.

P. R.

1. UIMM : Union (patronale) des industries minières et métallurgiques.

DE NOS CORRESPONDANTS

RENAULT-CLEON
Un exemple pour la Régie

La sortie de la R 25 a valu une prime de 600 francs aux travailleurs de Sandouville, où le dernier modèle de la Régie est mis au point. Les travailleurs de Cléon n'ont pas laissé passé cette manœuvre de division.

Mardi 6, la grève débute à l'atelier boîte de vitesses et s'étend progressivement à l'ensemble de l'usine. Les grévistes bloquent les chaines, la production s'arrête. Les syndicats CGT et CFDT, sous la pression des travailleurs, stoppent les polémiques et soutiennent le mouvement. Une revendication unique : 600 francs pour tous ! La direction refuse d'accorder quoi que ce soit jusqu'au vendredi 9. Elle serine le refrain habituel : *« La situation financière de la Régie ne permet pas de satisfaire cette revendication. »* Mais elle finit par céder, devant la détermination du mouvement, les possibilités d'extension aux autres usines du groupe. Trois cents francs de prime pour tous les travailleurs de Renault, 450 francs à Cléon, paiement des jours de grève à 50 et 60 % : c'est une première victoire. Elle accepter d'ouvrir les négociations salariales pour 1984 : l'exemple de Cléon doit servir à l'ensemble de la Régie. Pour l'action unie, tous ensemble, face à la politique de compression de salaires, aux suppressions d'emplois qui menacent.

THOMSON
Licenciements au cœur d'une nationalisée

« En fait d'industrie de pointe, on nous joue massacre à la tronçonneuse », explique la cellule de la LCR dans son tract du 6 mars. La direction vient d'annoncer 430 suppressions de postes, sur 3 000 emplois. Des dizaines d'autres sont menacés, le démantèlement menace à terme des secteurs entiers du site. Les fonds publics viennent de verser un milliard de subventions.

La première riposte n'a pas traîné. L'intersyndicale regroupe les différentes « divisions » (vidéo, émetteurs TV, radio émission...) : il n'y avait jamais eu d'appel aussi large.
Jeudi 9 mars, cinq cents travailleurs se rendent en manifestation au siège social de Thomson, à Paris, boulevard Hausman.

Nationalisée depuis 1981, dirigée par un P-DG venu du PS, Gomez, Thomson restructure à tour de bras depuis plusieurs mois : les coupes claires se multiplient dans le vidéodisque, la radiologie, les semi-conducteurs, le téléphone. *« Il faut que les sociétés industrielles nationalisées*, déclarait Gomez en mars 1982 aux syndicats CGT du groupe, *soient rentables, compétitives et concurrentielles, notamment avec le Japon. »* Tout un programme, qu'illustrent encore les accords passés avec la CGE, sous l'œil bienveillant du gouvernement, et les plans de restructurations qui en découlent.

Cette fois, le couperet est tombé à Gennevilliers, au cœur du groupe, tandis que des centaines de licenciements se préparent à Orléans (CEPEM), à Conflans (LTT), à Tonerre (STELI). La première riposte à Gennevilliers, l'unité réalisée entre les syndicats, comme au sein du personnel, entre les ouvriers du secteur productif et les agents des bureaux sont un bon départ. La coordination pour l'action de toutes les usines du groupe où l'emploi est menacé devient maintenant indispensable.

TALBOT
La CGT perd 16 %

Dans le collège ouvrier, en perdant 16 % des voix, la CGT est sanctionnée pour sa trahison pendant la lutte. Mais cet effondrement ne profite pas à la CFDT, qui ne progresse que de 2,68 % alors que FO augmente de 3,70 %, le CAT « autonome » de 1,74 % et la CSL de 4,49 %. Pour le mouvement ouvrier, le plus grave est là : en 1983, CGT et CFDT ensemble totalisaient 50,40 % (42,25 % CGT et 8,5 % CFDT) alors que, cette année, elles ne parviennent qu'à 36,76 % (25,93 % CGT et 10,83 % CFDT).

La CSL et le CAT, en revanche, totalisent 49 % des voix du collège ouvrier, où FO arrive à 7,38 % des voix. Soit plus de 50 % pour les syndicats plus ou moins liés au patronat. On mesure la reprise en main, après la fin de la grève, d'une partie des ouvriers. Résultat indiscutable d'une défaite : sinon les efforts de la direction pour la préparation des élections auraient été moins efficaces ; de même pour les réunions à 50 ou 60 tenues ces dernières semaines sous l'égide de l'ambassade du Maroc...

Dans le deuxième collège — maîtrise, techniciens et cadres —, la CFDT a reculé de 4,81 %, passant de 12,82 % à 8,01 %. La CGT, perdant 0,78 % des voix totalise 4,37 %. Seule FO progresse, parvenant à 19,12 % (+ 8,86 %) au détriment de la CSL qui conserve 51,26 % des voix malgré une perte de 6,85 %.

Jusqu'au dernier moment, la CGT avait concentré ses forces à dénoncer la CFDT. On mesure à qui profite la division. Et l'urgence d'agir pour l'unité.

CHIFFRES

500 Millions

Cinq cents millions, telle est la somme attribuée par le Fond industriel de modernisation à PSA. Ce système permet au groupe privé de payer des intérêts à un taux de 9,75 %, défiant toute concurrence et le mettant à l'abri des arguments de ceux qui pourraient se souvenir du projet de nationalisation à son encontre...

Une telle intervention du gouvernement, bien sûr, n'a aucune incidence sur la liberté de licencier et sur le « secret commercial » du groupe.

1 Million

Un million de lettres seraient « en souffrance » au centre de tri PTT automatique de Toulouse-Lardennes, signalait l'AFP le 8 mars. L'intersyndicale (FO, CGT, CFDT) explique cette saturation par la réduction de 98 à 49 des effectifs d'auxiliaires que la direction a renvoyés au lieu de les embaucher.

La direction n'approuve pas l'analyse. « Une journée d'efforts et ce serait réglé »... Et la Chambre de commerce met en place un réseau privé, sans aucune réaction des pouvoirs publics.

20

Gattaz a expliqué, il y a quelques jours, que *« ce sont les entreprises de moins de vingt salariés qui créent le plus d'emplois depuis 1982 »*. Après le coup d'envoi de la crise, en 1975, c'était les entreprises de « moins de deux cents » qui tenaient ce rôle. La crise s'approfondit, et le refus de créer des emplois aussi parmi les capitalistes. Gattaz en conclut qu'il faut débarrasser le petit patronat de la « rigidité et du carcan législatif ».

Pour ceux qui l'ignoreraient, enquêtez un peu sur la vie dans les PME de « moins de vingt salariés » !

25,8%

Les dépenses de Sécurité sociale représentent plus d'un cinquième du produit intérieur brut. Non seulement en France, où elles s'élèvent à 25,8 % de celui-ci, mais aussi en Alle magne fédérale : 28,3 % ; en Belgique : 27,5 % ; au Danemark : 28 % ; aux Pays-Bas : 30,7 % ; au Luxembourg : 26,5 %. Certains pays européens sont au-dessous du pourcentage de la France ; c'est le cas de la Grande-Bretagne : 21,4 %, de l'Italie : 22,8 %, de l'Irlande : 22 %.

Des comparaisons qui démentent l'idée d'une dépense sociale exagérée en France « face aux concurrents »... Mais, bien sûr, « l'argument » est employé dans tous les pays à l'égard des voisins!

26 - 27 MAI

Rassemblement contre l'austérité

Le rassemblement contre l'austérité, la droite et l'Europe capitaliste se tiendra les 26 et 27 mai au Bourget. Il sera organisé à l'initiative de la LCR mais de nombreuses organisations seront présentes et participeront à tous les débats.

La préparation de ce rassemblement s'inscrit dans un contexte marqué par une série de mouvements qui touchent plusieurs secteurs de la classe ouvrière : les mineurs, les chantiers navals, la fonction publique, Renault... Tandis que se développent des mobilisations qui tendent à s'opposer à l'austérité, des milliers de travailleurs s'interrogent sur les moyens de centraliser ces luttes encore éclatées et de réaliser l'unité. Tirer le bilan des grèves et des marches, analyser les obstacles auxquels se heurtent ces luttes, discuter des moyens de les dépasser : autant de questions que se posent de nombreux travailleurs, mais aussi beaucoup de militants syndicalistes. Il s'agit de militants qui travaillent à la construction d'oppositions syndicales aux directions confédérales, de travailleurs qui, dans les luttes, défendent la nécessité de l'unité, la mise sur pied de comités de grèves, instruments nécessaires au combat pour la satisfaction des revendications, de travailleurs socialistes et communistes qui font l'expérience du gouvernement d'Union de la gauche et qui sont à la recherche des voies d'une autre politique, voire, pour certains, qui sont conscients de la nécessité de construire un nouveau parti des travailleurs.

Ce sont tous ces travailleurs et tous ces militants qui sont concernés par le rassemblement national contre l'austérité et l'Europe capitaliste. Ils viendront de toute la France et de plusieurs centaines d'entreprises. Des camarades de Talbot, des Papeteries de la Chapelle Darblay, des cheminots, des sidérurgistes de Longwy, des mineurs de Carmaux, des ouvriers des chantiers navals...

Au Bourget, on discutera des luttes, de la politique des directions syndicales et de celles des partis ouvriers.

On discutera aussi de la crise et des solutions à y apporter. Beaucoup se demandent, en effet, si la « rigueur » est fatale, ou si une autre politique est possible. La LCR a publié un « Plan d'urgence » aujourd'hui soumis à la discussion et dont on débattra au Bourget. Des camarades de Lutte ouvrière, du PCML, de la Gauche alternative seront également là avec leurs propres propositions. Ainsi, pour la première fois depuis mai 1981, tous ceux qui refusent de baisser les bras devant la politique gouvernementale et l'offensive de la droite pourront débattre et, ainsi, montrer qu'il existe une force capable de lutter pour une alternative anticapitaliste. On peut penser que de nombreux militants du PS et du PCF voudront eux aussi être partie prenante de ces discussions.

Les 26 et 27 mai, nous serons à trois semaines des élections européennes. Ce rassemblement national prendra donc tout naturellement une dimension internationaliste : contre l'Europe capitaliste de Thatcher, Kohl, Mitterrand, contre la politique de collaboration de classes des sociaux-démocrates et des partis communistes, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

C'est ce message que symboliseront les délégations de travailleurs en lutte venues de plusieurs pays d'Europe : des sidérurgistes de Sagunto en Espagne, des dockers danois, des travailleurs belges ayant participé à la grève générale de la fonction publique, des métallurgistes allemands qui animent la campagne pour les 35 heures, une délégation de travailleurs et comités de fabrique italiens en lutte contre les décrets lois attaquant l'échelle mobile.

Première liste des rassemblements régionaux pour préparer le rassemblement national

Loire-Atlantique, Nantes le 14 avril.
Finistère, Brest le 29 avril.
Calvados, Caen le 14 avril.
Seine-Maritime, Rouen le 21 avril.
Centre, Tours le 17 mars.
Puy-de-Dôme, Clermont-Ferrand le 16 avril.
Béarn, Pau le 5 mai.

Des meetings LCR à Pau le 23 mars, à Grenoble le 15 mars

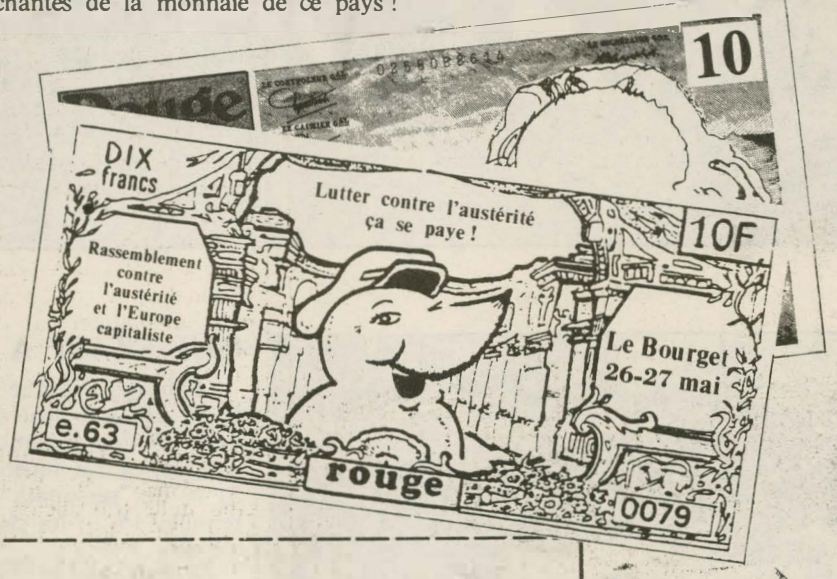
Les meetings du mois avec Alain Krivine

Lille le 15 mars.
Roubaix le 16 mars.
Rennes le 20 mars.
Malakoff le 22 mars.
Gardanne le 29 mars.

Rassemblement unitaire de Lorraine le 17 mars à Nancy.

Souscription

Nous proposons à tous et toutes de se retrouver fin mai à Paris pour montrer que nous sommes des milliers et des milliers à lutter contre l'austérité, la droite, l'Europe capitaliste ! Pour y arriver, c'est à peu près 500 000 F qu'il nous faut réunir dans les deux mois qui viennent. C'est possible si tous ceux et celles qui côtoient les militants de la LCR dans la lutte quotidienne, qui voient son action inlassable, lui apportent leur soutien dans la lutte pour le socialisme en concrétisant cet attachement par un chèque. C'est possible si tous les militants, toutes les militantes, membres ou sympathisants de notre organisation placent les « billets de 10 F contre l'austérité » en échange de pièces sonnantes et trébuchantes de la monnaie de ce pays !

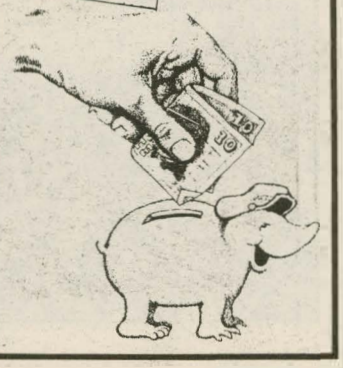


NOM ..... Profession .....

Prénom ..... Adresse .....

je verse ..... F

(chèque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil



ECOLE

Face aux capitulations, les appels se multiplient

Tous les points de l'accord passé par le gouvernement avec la hiérarchie catholique montrent que c'est l'école privée qui sort grande gagnante. Il appartient désormais aux laïques de faire jouer les rapports de forces sinon... Bonjour les dégâts !

Le « compromis historique » que le gouvernement passe avec la hiérarchie catholique n'est rien d'autre qu'un acte de reddition sur les trois points en discussion.

Le financement. Actuellement, l'enseignement privé peut, de son propre chef, ouvrir une classe, ou une école, et l'Etat doit payer. Alors que les créations d'écoles et de classes publiques sont subordonnées au dégagement préalable de moyens budgétaires. La hiérarchie catholique renoncerait (c'est la seule concession qu'elle accepte depuis le début) à ce privilège exorbitant. Elle conserve l'essentiel (le financement public de ses écoles), et même plus : la décentralisation permettra de contraindre les collectivités locales à financer les écoles privées ; les conflits entre municipalités et écoles privées sont donc tranchés en faveur du privé.

La gestion. Entière liberté pédagogique et financière est laissée aux établissements. Les EIP, établissements d'intérêt public, sont réduits à la seule gestion des fonds publics répartis entre les différentes écoles privées.

Les enseignants. Leur intégration à la fonction publique est abandonnée. La titularisation proposée ne concerne ni les maîtres du primaire, ni la très grande majorité des enseignants du secondaire. Quant aux heureux élus, ils bénéficieraient d'un statut particulier dérogatoire à celui de la fonction publique, comme le réclamait la hiérarchie catholique. Payés par l'Etat les enseignants resteront sous la tutelle de leurs employeurs privés.

C'est donc une politique d'abandon que confirment les dernières négociations ! Ni abrogation des lois anti-laïques, ni intégration des enseignants, ni contrainte pour amener les écoles privées à choisir entre les fonds publics (et la nationalisation laïque), d'une part, et le statut privé (sans les fonds publics), d'autre part.

Au moment où les enseignants des lycées, collèges et facultés, où les étudiants et les lycéens préparent la manifestation à Paris le 21 mars, pour défendre les conditions de travail dans l'école publique, c'est l'école privée qui apparaît comme la grande gagnante. Sous un gouvernement de gauche, c'est le comble ! On comprend que la colère s'exprime, bien au-delà des « laïques militants ». Pour exiger du PS et du PC qu'ils arrêtent les dégâts, pour que le CNAL fasse jouer, maintenant, le rapport de forces, il faut faire entendre des dizaines de milliers de voix.

N. J.

Le 4 mars, la manifestation des Versaillais a été légitimée par les reculs du gouvenement

QUI ETAIT A VERSAILLES ?

Sondage effectué sur place pour *Magazine-Hebdo* : 71 % se déclaraient dans l'opposition, dont 10 % à l'extrême-droite ; seulement 2,1 % se situent à gauche. Les patrons, cadres supérieurs et commerçants représentaient 31 % des personnes interrogées, les étudiants 23 %, les retraités 15 %, les cadres moyens et employés 27 %, les ouvriers 1 %.

A part cela, la manifestation de Versailles n'était pas l'expression de la droite...

INEGALITES

Répartition des élèves de classe de seconde selon leur origine sociale :

	ouvriers	agriculteurs	industriels prof. lib. cadres sup.	cadres moyens
public	28,60 %	6,27 %	27,62 %	28,70 %
privé	18,46 %	13,78 %	39,17 %	24,02 %

APPEL

Que les engagements soient tenus

Sous le prétexte de la « liberté de l'enseignement », la droite a pris la tête de la plus grande mobilisation depuis le 10 mai.

L'opposition use de tous les moyens pour infliger une défaite ayant valeur d'exemple aux forces de progrès.

Nous en appelons à toutes celles et à tous ceux que révolte cette offensive réactionaire, et qui refusent de laisser le drapeau de la liberté aux mains d'un Chirac et d'un Le Pen.

Nous en appelons à toutes et à tous ceux qui n'ont pas renoncé à changer l'école pour qu'elle soit plus démocratique et libre de toute tutelle.

Nous en appelons au gouvernement pour que les engagements de la gauche soient tenus.

Nous en appelons à toutes les organisations démocratiques et de gauche, en particulier au CNAL, pour qu'elle répondent aux adversaires de l'école publique, par une grande manifestation à Paris.

♦ Contact : Adeline Richet, Poste restante, avenue d'Italie 75013 Paris.

Simone de Beauvoir, Michel Chauvet (syndicaliste enseignant Rouen), Claude Debons (syndicaliste cheminot Paris), Jean-Michel Drevon (syndicaliste enseignant lyon), André Fichaut (syndicaliste EDF Brest), Marie-Hélène Fichaut (syndicaliste Finances Paris), Jules Fourrier (ancien déporté et résistant Toulouse), Pierre Godard (syndicaliste Communaux Marseille), Jean-François Godchau (universitaire), Pierre Halbwachs (universitaire), Jean-Luc Heller (syndicaliste INSEE), Jacques Kergoat (sociologue), Maurice Kriegel-Valrimont, Alain Krivine, Nadia et Georges Labica (universitaires), Pierre Legrand (syndicaliste Nemours), Jeanine Le Roux (syndicaliste Finances Paris), Colette Magny (artiste), Richard Milkoff (syndicaliste enseignant Antony), Gérard Molina (universitaire), Christian Nicolas (syndicaliste Education nationale Paris), Anita Perez (syndicaliste), Gilles Perrault (écrivain), Adeline Richet (syndicaliste enseignante Sarcelles), Jean Rous, Serge Roux (syndicaliste Santé Paris), Pierre Salama (universitaire), Bertrand Tavernier (réalisateur), Fred Zeller.

ESSONNE

Des conseillers du SNI prennent position

L'Essonne : c'est le département de J.-L. Mélenchon, un des initiateurs de l'appel des socialistes. C'est là aussi, à Arpajon, que le CNAL avait organisé sa manifestation parisienne. Et la FEN-91 a déjà pris position pour la manifestation nationale.

Les quatorze « conseillers syndicaux » des tendances Unité et Action et Ecole émancipée du SNI ont lancé la pétition suivante :

« Oui les engagements de réaliser un grand service public laïc et démocratique de l'enseignement doivent être tenus, un tel service devant recevoir les moyens qu'il mérite !

Les manifestations organisées par l'enseignement catholique apparaissent à de plus en plus de gens comme des manifestations de la droite politique, l'école privée n'est qu'un prétexte.

C'est malheureusement le moment choisi par le gouvernement pour céder sur toute la ligne. Face à l'offensive et aux pressions de la droite, le CNAL se doit de réagir vigoureusement.

Les soussignés demandent au CNAL :

— d'engager une grande campagne nationale d'action en direction de l'opinion publique et du Parlement ;

— d'appeler à une grande manifestation nationale, pour exiger la réalisation rapide, par voie législative du grand service public et laïc d'éducation. »

Pétition à l'appel de : **D. Gallet (UA, Corbeil), P. Guérineau (EE, Evry), M. Devaux (UA, Vigneux), M. Raoul (EE, Arpajon), R. Fort (UA, Palaiseau), A. Fanz (EE, Morsang-sur-Orge), L. Letang (UA, Vigneux), D. Chartier (EE, Ris-Orangis), M. Deltature (UA, Etiolles), M. Bidot (EE, Corbeil), G. Ferres (UA, Corbeil), J. Pigassou (UA, Villebon-sur-Yvette), M. Mazet (UA, Brétigny), H. Richard (UA,Saulx-les-Chartreux);**

Pour la manifestation nationale

Ils ont pris position

FEN-Bretagne, FEN-34, FEN-47, FEN-60, FEN-91, FEN-95, SNI-29, SNI-34, SNI-53, SNI-69, SNI-92, SNI-94, SNI-Paris 18e, SNI-Cergy (95), SNI-Créteil (94), SNI-Pavilly (76), SNI-Le Havre (76), SNI-Harfleur (76), SNI-Vernon (27), SNI-Torcy (77), SNI-Rillieux-Sathonay (69), CDAL-53, CDAL-66, FCPE-34, SNES-33, SNETAA-75, etc.

ECOLE

Un appel de militants socialistes

Au sein même du PS s'élèvent des voix pour refuser les abandons de Savary.

Le Monde du 11 mars publiait un texte intitulé *« Laïques, comptez sur vous-mêmes, vous êtes des millions ! »* Cet appel est lancé à l'initiative de cinq secrétaires fédéraux du PS, Jean-Luc Melenchon (Essonne), Didier Mattus (Saône-et-Loire), Charles Gauthier (Loire-Atlantique), Patrick Sève (Val-de-Marne), Michel Vernus (Jura), Alain Duchenard (Ile-et-Vilaine).

C'est un événement politique d'importance : pour la première fois depuis le 10 mai, des militants et responsables du PS prennent une initiative publique qui a le sens d'une condamnation de la politique du gouvernement.

Comment comprendre autrement cette conclusion : *« Laïques, nous affirmons solennellement que nous ne saurions accepter que, partis d'une position claire "l'argent public à l'école publique, l'argent privé à l'école privée", nous aboutissions de fait à la pérennisation du "dualisme scolaire sur fonds publics" ; ainsi, les lois Debré et Guermeur doivent être abrogées. Nous n'acceptons pas que soient soumis à la négociation les principes qui ont fondé la République : laïcité de l'école, laïcité de l'Etat. Des choix décisifs sont annoncés, ils ne doivent pas se faire sous la pression du conservatisme. »*

Nul doute qu'un tel appel va libérer un mécontentement longtemps refoulé dans le Parti socialiste. L'identité de celui-ci est trop liée à la question laïque pour que le renoncement gouvernemental ne provoque pas une large expression des critiques. De sorte que, si certains dans la direction du Parti sont tentés d'utiliser cet appel comme une soupape de sûreté, ils risquent fort d'être débordés par le mouvement.

Les militants qui engagent leur signature espèrent bien qu'elle servira à quelque chose, au-delà de l'avertissement lancé *in extremis* au gouvernement : *« Des centaines de milliers de Françaises et de Français, de toutes conditions, de toutes convictions ont manifesté dans les régions de France pour l'affirmer. Ils seraient prêts à le clamer plus massivement encore ! (...) Les laïques doivent multiplier les initiatives pour que s'exprime l'attachement profond du pays à la laïcité. »* Quelle initiative ? C'est maintenant la question-clé. On ne peut renvoyer les laïques à leurs propres responsabilités individuelles, et à leurs initiatives locales. Car, si le gouvernement *« annonce des choix décisifs sous la pression du conservatisme »*, c'est que la droite a su mobiliser ses soutiens dans des manifestations centrales, sans réponse des organisations laïques.

Isolés, les laïques ne peuvent rien que *« clamer »* leur attente, mais sûrement pas changer le rapport des forces. Comment affirmer la majorité du 10 mai aujourd'hui, sinon par une démonstration de rue, à Paris ? La manifestation nationale n'est pas une « initiative » parmi d'autres : elle est devenue la seule à même de peser sur la situation.

Mais elle ne peut être décidée que par les organisations de gauche, dont le Parti socialiste. N'est-ce pas d'ailleurs le veto de la direction du PS qui a justifié, au CNAL, de renoncer à une montée à Paris ?

Des militants socialistes ont donc choisi de réaffirmer le « mandat laïque » de la gauche contre les reniements du gouvernement : par-delà leurs formules qui ont l'incontestable défaut d'idéaliser l'école laïque, cet appel trace une nette ligne de partage entre partisans et adversaires du dualisme scolaire subventionné. Là est l'essentiel. En revanche, l'absence de perspective de mobilisation à la hauteur des enjeux ne met pas les signataires à l'abri d'une politique d'enveloppement de la part de la direction nationale. Les mots peuvent être très durs, surtout à l'intérieur du parti ; mais les actes ?

L'appel de militants socialistes devrait aider les laïques à se regrouper autour de nouvelles prises de position, pour ramener le PS et le PC à leurs engagements, et pour appeler le CNAL à prendre l'initiative d'une grande manifestation à Paris.

N. J.

VAL-DE-MARNE

La pénurie pour l'école laïque

Au mois de février, les établissements scolaires ont été fixés sur les moyens dont ils disposeront à la rentrée de septembre. Dans le Val-de-Marne, le choc fut violent.

Dans l'ensemble de l'académie de Créteil (trois départements), aucun poste supplémentaire ne sera ouvert à la prochaine rentrée dans les collèges et lycées, qui devront pourtant accueillir 3 200 élèves de plus que cette année. On bourrera donc les classes, en s'éloignant davantage des « 25 élèves par classe » promis par Mitterrand. Pour simplement retrouver le taux d'encadrement (nombre de professeurs pour 100 élèves) de 1981, il faudrait créer 432 postes nouveaux en septembre 1984 à Créteil.

Zéro poste donc pour les collèges, dont la situation difficile justifiait, selon le ministère, la fameuse « réforme Legrand ». Zéro poste, mais 1500 élèves supplémentaires...

Dans le Val-de-Marne, trois collèges sur quatre seront victimes de 172 fermetures de classes, pour 82 ouvertures seulement.

Parmi les communes les plus populaires du département, celle de Vitry perd 22 postes, celle d'Alfortville en rend 13, et Villejuif se délesta de 14 enseignants en « surnombre ».

Les dix collèges du département qui sont classés en « zone prioritaire » recevront 120 élèves supplémentaires, avec 17 postes en moins !

Quant aux lycées, sur les 25 que compte le département, 19 céderont 38 professeurs à d'autres. Dans 14 LEP (sur 40), 36 postes sont « redéployés » ; dans ceux-ci, une vingtaine provient de la fermeture d'un LEP d'Alfortville, dont les 250 élèves seront recasés ailleurs.

Jamais, de mémoire val-de-marnaise, l'austérité n'avait frappé aussi durement (voir la lettre des enseignants de Fresnes).

Le labyrinthe de la débrouille.

Les collèges qui espéraient, en vertu de leurs projets pédagogiques, bénéficier de moyens particuliers, ne gagnent rien, quand ils ne perdent pas des moyens. Celui de Valenton par exemple, se voit retirer deux postes.

Les équipes d'enseignants ayant appris à travailler collectivement sont dispersées au fil des mutations d'office (elles affectent 200 d'entre eux dans le Val-de-Marne). Suppressions de postes, gonflements des effectifs dans les classes : c'est déjà beaucoup ; c'est déjà le contraire des engagements du 10 mai. Mais ce n'est pas tout...

Il faut encore compter avec les délices de la décentralisation. Suivez le guide : le ministère, en sa rue de Bellechasse, octroie aux académies, en leurs provinces, des « paquets » d'heures d'enseignement ; les académies les répartissent entre les départements, qui les distribuent ensuite aux établissements. Là le chef d'établissement ouvre l'enveloppe, fait ses comptes, et découvre qu'en appliquant les programmes nationaux dans toutes ses classes (préalablement bien remplies), il manque quelques dizaines d'heures.

S'ouvre alors le labyrinthe de la débrouille : on supprime les heures en demi-groupes ; on utilise les heures de soutien réservées aux plus faibles pour boucher les trous de l'emploi du temps ; on renvoie l'enseignement du russe ou de l'italien dans l'établissement d'à côté ; on diminue les horaires de gym ou de dessin. Bref, on gère la pénurie.

Du jamais vu, donc dans le Val-de-Marne, un département ordinaire pour une rentrée 1984 qui ne l'est pas !

N. J.

FEMMES

Un 8 Mars confisqué

Malgré les nombreuses embûches et l'éclatement politique renforcé par la journée d'action de la fonction publique, plusieurs centaines de femmes se sont réunies à Saint-Germain pour célébrer la journée internationale des femmes.

Le rassemblement appelé par les collectifs du mouvement des femmes, le MFPF et des associations de femmes immigrées pour célébrer la journée internationale des femmes a réuni plusieurs centaines de femmes.

Combatif et animé, le rassemblement appelait toutes les femmes à lutter contre les mesures natalistes et les atteintes au droit au travail des femmes. Contre la politique du gouvernement, elles affirmaient leur détermination : *« Si leur discours a changé, nos droits nous n'y avons pas renoncés. A l'oppression nous disons non, pour notre libération nous nous battrons. »*

Les revendications s'exprimaient sur les banderoles de couleurs mais aussi à travers les nombreuses chansons, en particulier la solidarité avec les femmes immigrées : *« Leur crise, c'est pour les femmes les charmes du logis, et pour les immigrées le retour au pays. Racisme et sexisme, c'est bien trouvé ! Mais nous dans la rue on crie solidarité avec les femmes immigrées, ensemble on crie égalité ! »*

A signaler, l'intervention scandaleuse de la police. Alors qu'un certain nombre de manifestantes avaient bloqué le carrefour de Saint-Germain depuis à peine quelques minutes, les flics, sans sommation et sans chercher à négocier avec les organisatrices, envoyèrent des gaz et repoussèrent très violemment les manifestantes sur les trottoirs.

Les revendications féministes bradées

Si le rassemblement autonome des femmes a très peu eu les honneurs de la presse écrite et télévisée, il a eu le mérite de poser les problèmes auxquels sont confrontées la majorité des femmes dans la situation actuelle et celui d'avancer des axes de lutte pour y remédier.

La manifestation de la fontion publique, nettement plus marquante celle-là, s'est par contre distinguée par la faible apparition des revendications propres des femmes. A l'exception de quelques secteurs, et d'une vente massive d'*Antoinette*, rien de significatif ne venait rappeler que le 8 Mars est traditionnellement dans le mouvement ouvrier la journée internationale des femmes. Seuls deux syndicats CGT, celui des affaires sociales et celui de la RATP, ouvraient leur cortège par une banderole revendiquant l'égalité des salaires pour les femmes. Quelques autres s'émaillaient de pancartes : *« Egalité, dignité pour les travailleuses »*, *« A travail égal, salaire égal »*, *«Des crèches »*.

Objectivement pourtant, une mobilisation générale des travailleurs pour leur pouvoir d'achat, dans un secteur qui emploie un nombre important de femmes, aurait dû favoriser leur mobilisation et l'expression de leurs revendications. Ce ne fut pas le cas. A l'évidence, les confédérations syndicales ont préféré ne pas mobiliser sur ce terrain-là. Beaucoup trop explosif par ces temps de crise et d'austérité !

A l'inverse de ce qu'elle aurait pu être, la manifestation de la fonction publique a joué comme un étouffoir pour la journée internationale des femmes. Et c'est la conséquence vivante du bradage des revendications des femmes par les bureaucraties syndicales.

Cette situation est un indice inquiétant pour les luttes à venir. En effet, contre les projets patronaux et gouvernementaux sur le *« temps choisi »*, la politique familiale et la réduction des budgets sociaux, c'est une lutte unie du mouvement des femmes et du mouvement ouvrier qu'il faudrait, à partir des exigences des femmes.

Il devient urgent de tout faire pour redresser cette situation.

Sonia Folloni

DANS LES VILLES...

A Grenoble : les militantes du mouvement des femmes, après avoir tenu une table de presse à la journée organisée par le ministère et distribué un tract à la manifestation syndicale interprofessionnelle, organisaient le 10 une journée à la Maison des femmes. Après la projection de plusieurs films, des débats portant notamment sur le féminisme et la question de l'emploi ont rassemblé une cinquantaine de femmes.

Nantes : deux forums organisés par la Maison des femmes et le Planning familial : l'un sur l'emploi et l'autre sur les luttes internationales des femmes. Cette journée qui a rassemblé une centaine de femmes s'est terminée avec le Théâtre de l'opprimé.

Bordeaux. Le Collectif des femmes contre la crise, qui réunit plusieurs associations dont le MFPF, à l'appel de la Coordination des groupes femmes, a fait une intervention à la manifestation interprofessionnelle avec une banderole : *« Du travail pour toutes. Nous ne retournerons pas à nos casseroles ! »*. Un tract a été diffusé tandis qu'avait lieu une vente massive du journal des groupes femmes.

Le soir, soixante femmes ont participé au film-débat sur les ouvrières de Beckaert-Cokerill.

Rouen. Un tract de la Coordination des groupes femmes, des femmes chiliennes, des femmes de l'ASTI de Petit-Quevilly a été distribué largement sur la ville, particulièrement à la manifestation de la fonction publique, et lors d'un rassemblement de femmes à 18 h avec animation à la place des Carmes. Le soir, inauguration du café des femmes « Adèle Blansec » (63, rue Beauvoisine), films-débats avec les femmes immigrées et les femmes latino-américaines.

Solidarité

Samedi 10 mars, environ cent cinquante femmes ont participé au débat organisé par la Maison des femmes de Paris, cité Prost. Le thème : *« Solidarité féministe face au racisme »*. L'échange fut très riche, des informations et des analyses détaillées sur la situation et les luttes des femmes dans plusieurs pays introduisaient le débat. Etaient présentes l'Association des femmes immigrées maghrébines « Les yeux ouverts », des femmes marocaines, des femmes iraniennes, des femmes du Mouvement pour la défense des droits des femmes noires, des femmes du GAMS, des femmes érythréennes.

Plusieurs questions furent abordées : la polygamie, l'excision, les tortures que subissent les femmes iraniennes, mais aussi la situation des femmes immigrées en France. *« Pour que nos revendications spécifiques soient prises en compte, il faut que nos problèmes soient connus »*, disait une femme africaine. Une **prochaine réunion** a été fixée le **mardi 20 mars** au soir à la Maison des femmes pour poursuivre le débat amorcé.

Un ministère en déroute

Bilan négatif, zéro sur toute la ligne ! Les initiatives du ministère des Droits de la femme se sont distinguées par leur morosité et le faible nombre de participantes. Le grand souffle du changement s'est éteint. Le Conseil des ministres de la Communauté européenne, présidé par Y. Roudy le 8 mars, devait faire un tour d'horizon sur la situation des femmes dans tous les pays et réfléchir aux moyens de lutter contre le chômage. Il fut boycotté par la plupart des protagonistes, à l'exception des représentants de la RFA, de l'Italie et de la Grèce, et le débat vraisemblablement tourna court. Pas un mot dans la presse.

A la conférence de presse Y. Roudy n'a pas dit si la politique familiale du gouvernement et plus précisément le congé parental rémunéré à partir du troisième enfant lui paraissait contradictoire avec l'égalité des droits pour les femmes pour lequel son propre ministère agit. La loi antisexiste *« elle suit son chemin. »* Embarrassée sur la question des 256 femmes *« dont le mari travaille »* de l'usine LIF qui ont vu leur emploi à temps plein se transformer en mi-temps, elle répond qu'elle a demandé le dossier à l'inspection du travail de la région...

Bref, un ministère qui n'a plus grand-chose à dire et à faire que de s'asseoir sur les convictions qui l'ont animé au départ, à moins de prendre des positions divergentes de la politique suivie actuellement par le gouvernement. Mais ce n'est pas le chemin qu'il prend...

S. F.

Manifestation contre la guerre d'Algérie à Paris le 18 novembre 1962

19 MARS 1962

Les accords d'Evian, et la fin de la guerre d'Algérie

Après 132 ans de colonisation, l'Algérie obtenait son indépendance. La guerre de libération nationale, en sept ans, a coûté la vie à un million d'Algériens sur une population de neuf millions... Nous ne devons pas oublier ces crimes de l'impérialisme français.

Le 19 mars 1962 étaient signés les accords d'Evian entre la France gaulliste et le FLN algérien : accords de cessez-le-feu qui dessinaient les modalités et les conditions de l'indépendance de l'Algérie.

Il avait fallu sept années d'une guerre terrible et multiforme contre le peuple algérien, une guerre qui avait nom camps de regroupement, « pacification », action psychologique, tortures, ratissages, napalm et massacres pour que l'impérialisme français lâche enfin prise, après cent trente-deux ans de colonisation.

Encore la France gaulliste imposait-elle au FLN des clauses économiques, politiques et militaires (garantie de la propriété européenne, occupation de la base navale de Mers El Kebir pour quinze ans notamment). La plupart allaient sauter rapidement, du fait de l'exode massif et précipité de la population européenne, entraînée dans l'aventure sanglante de l'OAS, et de l'élan des masses algériennes dans les premières années de l'indépendance.

Un million de morts

A l'heure où s'établit en France, contre l'immigration algérienne, un consensus qui s'étend de Le Pen au gouvernement de gauche, il n'est pas inutile de rappeler — par quelques chiffres — ce que cette guerre coûta au peuple algérien. Un million de morts, selon le gouvernement de la République algérienne, sur neuf millions d'Algériens musulmans à l'époque. Les estimations françaises sont évidemment toutes différentes : 141 000 combattants tués par l'armée coloniale et plusieurs dizaines de milliers de musulmans victimes du FLN. Rapportons ici le commentaire de l'historien britannique Alistair Horne, auteur d'une importante *Histoire de la guerre d'Algérie* : *« Si l'on tient compte des musulmans blessés qui ont succombé à leurs blessures, des civils tués accidentellement durant les "ratissages" français, de ceux qui ont mystérieusement disparu au cours d'opérations comme celles de la bataille d'Alger et de ceux qui sont morts de froid et de faim (car il convient de rappeler que 1 800 000 musulmans avaient été arrachés à leurs foyers pendant la guerre) ; même si ces chiffres ne justifient pas le nombre d'un million, ils dépassent de beaucoup les estimations données par l'armée française et celles de Krim. »* (Cet ancien dirigeant du FLN, négociateur des accords d'Evian, aurait avancé le nombre de 300 000 morts côté algérien.)

Cette guerre n'a pas peu contribué à répandre la peur et le racisme dans la société française, y compris au sein de la population travailleuse. Qu'elle ait pu être menée si longtemps par la bourgeoisie française sans que le mouvement ouvrier y mette fin, voilà qui indique également la profondeur des préjugés colonialistes et chauvins.

Si les responsables de la guerre se désignent d'eux-mêmes — la bourgeoisie française, son Etat et son personnel politique (le ministre François Mitterrand déclarait dès 1954 : *« L'Algérie, c'est la France »*) — ils ne purent la mener à bien qu'avec la complicité active des directions du mouvement ouvrier.

En ce domaine, la palme de l'ignominie revient au Parti socialiste (SFIO à l'époque) qui, à la tête du gouvernement, envoya le contingent en Algérie et laissa les coudées franches aux généraux et autres colonels. Si une aile du PS se démarqua — jusqu'à la scission — de la politique colonialiste, ce fut bien tardivement et essentiellement par opposition au coup d'Etat d'Alger de mai 1958 et à la Ve République naissante, alors que Guy Mollet devenait ministre de De Gaulle.

Complicités colonialistes

Complice également la direction du PCF, qui mobilisa sur le thème « la paix en Algérie » sans jamais reconnaître le droit à l'indépendance de ce pays ; qui vota les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en 1956 et refusa de soutenir le mouvement de révolte des rappelés cette même année ; qui enfin expulsa de ses rangs les militants engagés dans le soutien direct au FLN.

Seuls quelques groupes ultra-minoritaires, chrétiens, trotskystes, oppositionnels communistes, s'engagèrent en solidarité concrète avec le peuple algérien.

Dans ses organisations et dans sa masse, le mouvement ouvrier français ne constitua pas une force indépendante, opposée à la politique colonialiste et solidaire d'un peuple algérien dominé et insurgé, dont une fraction importante était pourtant exploitée dans les usines et sur le territoire de la métropole.

Ainsi, quand la grande bourgeoisie française tenta de se tirer du guêpier algérien, au prix de déchirures et de rébellions dans son armée, l'initiative politique revient à de Gaulle. Dans les dernières années de la guerre, l'impérialisme français put encore trouver les forces pour affaiblir la résistance algérienne en portant des coups très durs à son implantation administrative et militaire, puis imposer au FLN les accords léonins d'Evian sans être le moins du monde contesté ou gêné par les directions ouvrières. De Gaulle et son régime tirèrent tout le profit politique, en France même, de cette sortie de guerre, aux dépens des travailleurs.

Voilà pourquoi les Massu et les Bigeard, sinistres héros de cette sale guerre, peuvent encore parader dans la France de 1984. L'expédition de Mitterrand et de Hernu au Tchad leur rappelle sans doute de bons souvenirs !

Voilà pourquoi enfin, Le Pen, officier tortionnaire pendant la guerre d'Algérie, peut déclarer à la télévision, sans risque de démenti, que les soldats de son espèce ont mené leur guerre... sous la responsabilité de gouvernements de gauche.

Michel Thomas

Rapport du commissaire R. Gilles

SÛRETÉ NATIONALE EN ALGÉRIE
Sécurité publique
Commissariat central d'Alger

Alger, le 1er avril 1957

LE COMMISSAIRE PRINCIPAL
Commissaire central par interim
de la circonscription de Police d'Alger
à Monsieur l'INSPECTEUR GÉNÉRAL
DE L'ADMINISTRATION EN MISSION EXTRAORDINAIRE
PRÉFET D'ALGER - « Police d'Etat »

Objet : Sévices infligés à un détenu.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à l'issue de son arrestation et de sa détention, du 8 au 31 mars, par les Parachutistes du 1er REP, le nommé Yahiaoui Abdenou, né le 2 juillet 1938, domicilié 53, avenue Lavigerie, à Kouba, s'est présenté devant moi et m'a déclaré avoir été l'objet de sévices de la part du Lieutenant Le Pen et sur son ordre.

En particulier, lors de son arrestation, deux fils électriques furent reliés aux lobes de ses oreilles et le Lieutenant Le Pen lui-même faisait fonctionner une magnéto à manivelle, à l'aide de laquelle il lui envoyait des décharges électriques dans le corps.

En présence de ce même officier, le jeune Yahiaoui fut frappé avec un nerf de bœuf, et il fut attaché nu sur un banc, pieds et poignets liés, et il dut ingurgiter de force une certaine quantité d'eau.

Enfin, il resta cinq jours enfermé dans un « tombeau », trou creusé dans le sol, sans aucun aménagement, et fermé par des barbelés. Plusieurs de ces trous existent, paraît-il, au 74, boulevard Gallieni, où il était détenu.

A la suite de ces cinq jours de « tombeau », il resta dans un local à cette adresse et ne fut plus maltraité jusqu'à sa libération.

Le jeune Yahiaoui est le demi-frère de Khemissi Abderazak, gardien de la paix du Corps urbain d'Alger, tué par les terroristes lors de l'attentat du 15 décembre 1956, au poste de police de Notre-Dame-d'Afrique, et dont la famille est très honorablement connue et manifeste des sentiments nettement pro-français.

Le Lieutenant Le Pen est Député à l'Assemblée nationale.

Un tortionnaire parmi d'autres

LIVRES... LUS POUR VOUS

Les Apôtres de la contre-violence

« Légitime Défense » de G. Latour, aux éditions Le Sycomore, 86 francs.

Parmi les thèmes qui font aujourd'hui recette à droite, l'insécurité tient une place de choix. Nombre d'associations se constituent pour exprimer l'aspiration des « honnêtes gens » à une justice expéditive. La principale d'entre elles, « Légitime Défense » demeure bien mystérieuse, bien que ses dirigeants revendiquent 15 000 adhérents.

L'avocat Germain Latour s'est penché sur ce mouvement, a étudié ses textes de référence et a interrogé de nombreux militants. Sa démonstration est claire : derrière de prétendus arguments de bon sens, c'est un discours fascisant qui s'affirme. *« La contre-violence doit faire disparaître la violence »*, disent les apôtres de la sécurité. Qu'il suffise de rappeler qu'en son temps, un certain Hitler écrivait dans *Mein Kampf* : *« La terreur ne pouvait être brisée que par la terreur. »*

Un livre indispensable en un temps où l'exploitation de la peur est pour certains un argument électoral.

C. P.

Radiographie d'une grande muette

« Dossier P comme police » de J.-C. Marchand et A. Hamon, aux éditions Alain Moreau, 89 francs.
« Les Policiers », de P. Demonque, aux éditions La Découverte-Maspero, 28 francs.

Que sait-on de la seconde police d'Europe ? Peu d'auteurs se sont sérieusement penchés sur cette institution de 115 000 hommes et femmes. Et pourtant, périodiquement, des scandales l'éclaboussent. De surcroît, depuis le printemps 1981, la droite se sert de ce corps que sa fonction répressive rend particulièrement perméable à toutes les manœuvres réactionnaires. Avec d'autant plus de succès que le gouvernement n'a mis en chantier aucune réforme démocratique dans ce secteur.

Deux ouvrages viennent heureusement analyser les problèmes de cette seconde « grande muette ». *« Dossier P comme police »* est incontestablement le plus intéressant. A l'aide de documents et d'informations inédits, de témoignages au vitriol, les journalistes Hamon et Marchand évoquent le « malaise » de la police. Les grandes « affaires » (de Broglie, Mesrine, Botey...) sont abordées tout comme les problèmes quotidiens des flics de base ou encore les coups tordus de certains grands patrons. Le chapitre sur le syndicalisme policier met notamment en lumière les luttes politiques qui se mènent au sein de cette administration.

Les implications d'un tel travail n'échappent pas aux auteurs qui écrivent : *« La police est avec l'armée le seul corps social qui puisse vivre en complète autarcie, édictant ses propres règles, ses propres valeurs morales, agissant toujours selon sa logique interne, au mépris des réalités extérieures. Le système policier est devenu totalement incontrôlable par la société qu'il est chargé de protéger. Contrairement aux idées reçues, la police ne vit pas "sous surveillance". Même la loi n'a jamais réussi à en établir une, malgré les textes du Code de procédure pénale. »*

Plus succinct — mais aussi plus approximatif — le livre de Pierre Demonque décrit les rouages principaux de l'institution policière. En ce sens, il n'entend pas présenter une analyse mais fournir, en une centaine de pages, les éléments fondamentaux d'une réflexion. Il est donc indispensable pour qui veut vraiment connaître l'appareil d'Etat.

Christian Picquet

Au chevet de l'Europe du profit

Dix chefs d'Etat et de gouvernements vont, les 19 et 20 mars à Bruxelles, se pencher sur la situation de l'Europe capitaliste. Chacun s'accorde à considérer qu'il s'agit là de la dernière chance de la CEE. Les risques de dislocation de cette dernière sont d'abord la conséquence de la crise capitaliste qui exacerbe la concurrence entre bourgeoisies et rend caducs les accords communautaires. Face à ses difficultés, chaque pays cherche à tirer son épingle du jeu en gagnant des parts de marché chez ses voisins et en protégeant ses propres secteurs d'activité. Ce qui fonde la tendance actuelle au protectionnisme et au nationalisme économique.

Outre le déficit du budget de la communauté, la politique agricole commune (PAC) et l'élargissement de la CEE, la question monétaire pourrait également se révéler brûlante et mettre aux prises Paris et Bonn. La compétitivité du franc se dégradant rapidement par rapport au mark, un nouveau réajustement des parités au sein du Système monétaire européen (SME) n'est pas à exclure à la première bourrasque sur le marché des changes.

Le sommet de Bruxelles débouchera-t-il cependant sur un compromis ? C'est une probabilité qu'accrédite l'accord intervenu le 13 mars, au niveau des ministres de l'agriculture. Car la disparition de la CEE aggraverait considérablement le marasme dans chacun des Etats membres. Les capitalistes européens n'auraient, dès lors, guère de chances de conserver leur part du marché mondial.

Il est au moins une question qui devrait faire l'unanimité des participants : l'harmonisation des politiques permettant de faire supporter aux différentes classes ouvrières les charges de la crise. A cet égard, les responsabilités du gouvernement français sont d'autant plus écrasantes que François Mitterrand préside, en ce moment, aux destinées du Marché commun. Depuis le plan d'austérité de mars 1983, il a adapté son action aux exigences des principales classes dominantes du vieux continent. En janvier dernier, Jacques Delors expliquait froidement, lors du Forum de l'Expansion *:* « La France doit adopter le modèle allemand, c'est à dire être tirée non par la consommation mais par l'exportation et l'investissement. »

Comment mieux décrire un reniement ? Car le modèle exalté par Delors entrainera au moins 800 000 chômeurs supplémentaires d'ici 1988 et une baisse considérable du pouvoir d'achat de la population laborieuse. Pourtant, il y a à peine trois ans, le chef de l'Etat se revendiquait d'une autre perspective. Pour faire face au chômage, il promettait par exemple les 35 heures, indiquant qu'une telle réalisation sociale en France, provoquerait une puissante dynamique dans toute l'Europe. L'équipe au pouvoir aurait-elle aujourd'hui moins de moyens qu'en 1981 ? Nullement. En Grèce, en Suède, en Espagne, les socialistes ont obtenu de larges majorités électorales. En Italie et au Portugal, ils sont à la tête des gouvernements et, surtout en Italie et en RFA, les travailleurs montrent par leurs luttes qu'il existe une autre voie pour sortir de la crise. S'ils le voulaient, les partis de la majorité pourraient s'appuyer sur ce rapport de forces. La satisfaction des exigences populaires, la réduction de la durée du travail seraient un aiguillon pour les mobilisations dans les pays voisins. Les possédants auraient les pires difficultés à leur résister. Mais une telle voie supposerait de rompre avec la logique du profit. C'est parce qu'ils s'y refusent que nos gouvernements s'alignent sur des orientations anti-ouvrières.

Christian Picquet

RFA

La bataille des 35 h

Une affiche de l'IG-Metall pour les 35 heures.

A l'heure où les dirigeants de l'Europe capitaliste se penchent sur la crise de leurs institutions et harmonisent leurs politiques d'austérité, les métallos ouest-allemands réaffirment une exigence fondamentale. Leur combat a valeur d'exemple sur tout le continent.

« Le plus grand combat social de l'après-guerre » : c'est en ces termes que la presse ouest-allemande rend compte du mouvement engagé par les métallurgistes pour la réduction du temps de travail. Il est vrai que, dans la patrie du « consensus social », cette bataille s'avère d'autant plus décisive que ce secteur de la classe ouvrière a toujours donné le ton des relations sociales outre-Rhin.

C'est en décembre dernier, à la veille des négociations pour le renouvellement des contrats, que l'IG-Metall (deux millions et demi d'adhérents, c'est-à-dire 60 % des salariés de la branche) mit au centre de ses revendications la semaine de trente-cinq heures sans perte de salaire, accompagnée d'une diminution des heures supplémentaires et d'une augmentation de 3,5 % des rémunérations. Cela ne fit ainsi que remettre à l'ordre du jour une vieille exigence. En 1978 déjà, au terme d'une longue grève, le patronat avait dû concéder la sixième semaine de congés payés pour éviter une réduction des horaires hebdomadaires.

Deux logiques opposées

Les revendications ouvrières se heurtent au *« nein »* catégorique des chefs d'entreprise soutenus par le gouvernement fédéral. Car elles remettent en cause toute une logique économique. Comme dans le reste de l'Europe, les possédants entendent, en effet, se servir de la crise pour accroître la compétitivité de leurs firmes en abaissant brutalement les coûts de production et en restructurant leur appareil industriel. Conséquence de cette politique, le chômage a fait un bond en avant spectaculaire — il touche deux millions et demi de personnes, soit plus de 10 % de la population active — et les travailleurs ont dû accepter une chute importante de leur pouvoir d'achat. C'est cette situation que dénonce l'IG-Metall : *« En dépit de la récession, nous avons assisté, tout au long de ces dernières années, à une véritable explosion des profits. »*

On comprend l'intransigeance patronale. *« Quatre semaines de grève coûtent moins cher que cinq heures en moins par semaine »*, affirme le docteur Kirchner de la Gesamtmetall. Cette dernière propose aux syndicats le développement du travail à temps partiel et l'instauration des horaires flexibles. Des offres que Lang, un expert de l'IG-Metall, dénonce justement : *« Il s'agit d'utiliser le chômage pour faire pression sur les travailleurs qui devront alors accepter le temps partiel pour ne pas se retrouver sans travail du tout... »*

L'évolution du mouvement ouvrier

La détermination de l'IG-Metall peut surprendre. Cette organisation n'a-t-elle pas, dans le passé, accepté des augmentations salariales inférieures à la hausse du coût de la vie ? En réalité, l'attitude des dirigeants syndicaux traduit l'évolution en profondeur du monde du travail. Confrontés à l'un des gouvernements les plus réactionnaires que la RFA ait connu depuis bien longtemps, une fraction croissante des salariés prend conscience que la lutte seule peut préserver leurs conquêtes.

Selon une enquête effectuée en novembre 1983 par l'IG-Metall, 75 % des travailleurs interrogés s'attendent à de nouveaux licenciements, malgré la légère amélioration du contexte économique. Cela ne saurait étonner les vieilles régions industrielles (où sont notamment concentrées les industries métallurgiques) connaissant des taux de chômage supérieurs à la moyenne nationale. Pour ne prendre que ces exemples, l'inactivité atteint 11,2 % dans la Ruhr, et dans la ville de Gelsenkirchen 15 % de la population sont sans emploi.

Cette radicalisation s'est concrétisée, l'an passé, par de gigantesques démonstrations de rue contre la politique d'austérité et par le changement de certaines équipes syndicales. C'est notamment le cas chez les métallurgistes où Franz Steinkuehler, ancien secrétaire de la fédération de Stuttgart (l'un des plus actives), a remplacé le vieux social-démocrate droitier, Eugen Löderer.

Il reste que la bataille des trente-cinq heures n'est pas jouée. Au terme de la législation allemande, l'IG-Metall doit consulter ses adhérents et obtenir une majorité d'au moins 70 % pour déclencher une grève. Elle a mis au point un plan de mobilisation ambitieux : brochures explicatives, directives aux instances locales pour contrôler dès maintenant les heures supplémentaires et calculer le nombre d'emplois que créeraient les trente-cinq heures, etc. Une série de grèves d'avertissement a commencé, le 12 mars, dans la Ruhr.

Mais ce plan se heurte à l'inertie de nombre de bureaucrates et de commissions d'entreprise, plus formés à la « concertation » qu'à la lutte des classes. Beaucoup dépendra donc, de la réélection (en cours jusqu'au mois de mai) de ces commissions et de la désignation de délégués combatifs.

Quelle qu'en soit l'issue, cet affrontement aura des prolongements importants. Il accroît la polarisation de classes en RFA. N'a-t-on pas vu, le 3 février, plusieurs milliers de patrons manifester à Dusseldorf pour s'opposer à la réduction de la durée du travail ? Il pousse à la clarification dans le mouvement ouvrier comme en témoigne les récents congrès locaux du Parti social-démocrate, qui durent tous se prononcer sur cette revendication. Enfin, il est un exemple pour les classes ouvrières de tout le continent. A elles de le mettre à profit, au moment où les dirigeants de l'Europe capitaliste cherchent à éviter la dislocation des institutions communautaires.

Christian Picquet

ITALIE : ASSEMBLEE DES CONSEILS D'USINE

«Le syndicat unitaire, c'est nous !»

C'est au cri de « Unité ! Unité ! » que les cinq mille délégués ouvriers réunis le 6 mars à Milan ont adopté une plate-forme de lutte nationale contre le décret scélérat sur l'échelle mobile, ainsi qu'un manifeste pour l'unité et la démocratie syndicale.

• De notre envoyée spéciale

C'est sous le signe de l'unité ouvrière que s'est déroulée, le 8 mars, la grève générale du Piémont, appelée par mille quatre cents conseils d'usine de la région et qui a rassemblé plus de cent mille personnes dans une manifestation à Turin, une mobilisation que la fédération CGIL-CISL-UIL n'a pas réussi à organiser depuis des années.

Unité à la base contre la division au sommmet

Quel contraste entre ce puissant mouvement unitaire à la base, dans l'action, dans lequel se retrouve depuis six semaines le gros de la classe ouvrière industrielle d'Italie et les péroraisons des dirigeants syndicaux, qui expliquent à longueur de colonnes de journaux et d'interviews télévisées pourquoi la division de la fédération CGIL-CISL-UIL est consommée et pourquoi il faudrait peut-être mener à son but ultime la scission formelle. Ce qui signifie, en termes clairs, non seulement la réapparition de trois confédérations indépendantes, mais la liquidation des conseils d'usine, ces structures unitaires de base élues par tous les travailleurs dans les entreprises, véritable colonne vertébrale de la classe ouvrière italienne construite au cours de luttes grandioses.

Ce qui se passe depuis plusieurs semaines en Italie, c'est un double bras de fer engagé entre les travailleurs et le gouvernement qui applique l'austérité, entre la base syndicale et les sommets confédéraux qui, par leur action, ont facilité cette politique et par leur division empêché la riposte.

C'est contre cette paralysie et cette division que s'est développé le mouvement des conseils autoconvoqués, qui est d'abord un mouvement de lutte et qui a tout de suite été amené à poser la questions de la défense de l'unité syndicale comme condition de la victoire contre la politique gouvernementale.

La défense du syndicat des conseils

Les délégués présents à Milan représentaient le gros des travailleurs de l'industrie. Il s'agissait d'hommes et de femmes de 35 à 45 ans, ceux-là mêmes qui ont construit les conseils en 1968-69, fortement attachés à leur syndicat et peu aisément manipulables par les sommets confédéraux.

Contre cette riposte unitaire les directions développent de grandes manœuvres. Après avoir utilisé le chantage à l'unité, opposant l'unité formelle au sommet à l'unité de lutte à la base, elles sont passées au chantage à la scission. La CISL et l' UIL ont déjà commencé à contraindre leurs délégués à se retirer des conseils, dans les secteurs les plus modérés. La normalisation va bon train contre les cadres syndicaux qui se sont rangés du côté des conseils. A Turin, un dirigeant de la CISL qui avait soutenu la grève du 8 mars s'est vu envoyer un « commissaire » de la direction durant vingt-quatre heures, le temps d'annuler sa décision.

Avec une tactique différente, la CGIL suit le même chemin. Ainsi le 6 mars au soir, aprés l'appel à la manifestation à Rome le 24 mars lancé par les conseils, la CGIL annonçait dans un communiqué qu'elle « convoquait » cette manifestation et qu'elle ne souhaitait pas l'adhésion des structures unitaires d'usine ! Sa décision de chevaucher le mouvement vise à en retirer la direction aux conseils. Si elle était pour l'unité, elle aurait au contraire valorisé le caractère unitaire de cette initiative et, également joué sur les contradictions internes de la CISL et de l' UIL en cherchant à s'allier avec les secteurs qui refusent le choix fait par les directions de ces deux centrales.

Malgré le compromis — présenté en tant que tel — que représente la décision de l'assemblée des conseils de faire d'abord une manifestation et de reporter à la fin du mois la décision sur la grève générale, le maintien en place des coordinations locales et nationales des conseils, la nouvelle assemblée qui doit se tenir le 30 mars représentent des points de force sérieux pour la poursuite du mouvement. Un mouvement dont la lutte contre l'austérité et la défense de l'unité syndicale sont les deux facettes inséparables.

Anna Libera.

L'affiche de l'assemblée générale nationale des conseils d'usine contre le décret scélérat du gouvernement Craxi : journée de lutte pour la défense du salaire réel et des pensions, la défense et le développement de l'emploi, la réduction généralisée des horaires de travail, la réduction des dépenses militaires et une nouvelle politique fiscale contre les évasions généralisées.

Manifeste pour l'unité et la démocratie syndicale (adopté par l'assemblée nationale des conseils d'usine le 6 mars à Milan)

(...) Nous nous engageons à lutter pour l'application des principes suivants :

1. Aucune question concernant les conditions contractuelles et les conditions de travail ne peut être discutée entre le syndicat et les autres parties sans un mandat préalable des travailleurs concernés. Ce mandat doit être donné par les assemblées d'usine. Le devoir de solidarité qui lie tous les travailleurs interdit, par ailleurs, de soumettre la question de licenciements éventuels à référendum.

2. Dans les usines et les entreprises, la représentation des travailleurs est confiée aux délégués et aux conseils de délégués, élus par tous les travailleurs à bulletin secret. Les conseils de délégués ne peuvent pas être divisés entre les différentes organisations syndicales, ils représentent unitairement les travailleurs. Les décisions prises par les conseils, après accord des travailleurs, sont impératives pour les organisations syndicales. La fédération CGIL-CISL-UIL doit convoquer au moins une fois l'an une assemblée de tous les délégués. En tout cas, de telles assemblées doivent être convoquées avant toute prise de décision concernant des questions revendicatives de caractère général.

3. Les travailleurs doivent décider sur la base d'une parfaite connaissance des faits. Il est du devoir du syndicat de garantir cette information.

4. La démocratie se fonde sur la liberté de choix entre différentes positions. C'est pourquoi lorsque des positions différentes existent dans le syndicat, elles doivent être soumises au vote des travailleurs intéressés. Le résultat de ce vote est alors impératif pour les organisations syndicales.

5. La fédération CGIL-CISL-UIL a une tâche de direction politique et de propositions vis-à-vis des conseils et des travailleurs. Par conséquent un profond renouvellement de sa vie et de son fonctionnement internes s'impose, basé sur une plus grande transparence et décentralisation des prises de décision, sur une réduction du rôle et du poids de l'appareil permanent et un renforcement de ceux de l'engagement militant et des compétences techniques et scientifiques.

Nous nous engageons à mener une bataille politique, autour de ces principes, parmi les travailleurs, dans les conseils, dans la fédération CGIL-CISL-UIL. En ce qui nous concerne, nous nous engageons à les respecter dans le cadre de nos responsabilités.

C'est pourquoi nous demandons aux travailleurs de renforcer la CGIL-CISL-UIL en s'y inscrivant et en participant à son action. (...)

COOPERATION

Quand la France aide le Congo

Sous prétexte d'aide au tiers monde, le gouvernement subventionne les patrons d'outre-mer et accroît l'endettement, donc la dépendance, des pays africains. De récentes tractations franco-congolaises illustrent ce processus.

Pour faire oublier l'insertion croissante de notre pays dans le dispositif impérialiste mondial, François Mitterrand se targue volontiers de mener une action généreuse dans le tiers monde. Généreuse la politique de la France ? A y regarder de près, les institutions concernées ne ressemblent guère à une œuvre de bienfaisance.

Le 8 février dernier,le *Canard enchainé* citait une note de la direction des Relations économiques extérieures portant sur l'aide alimentaire aux états dominés. Ce document expliquait sans vergogne : *« Nous avons intérêt à effectuer un volume d'aide national le plus élevé possible »*, l'action de Paris consistant à favoriser *« le choix des pays qui sont ou peuvent devenir des acheteurs durables de nos produits agro-alimentaires »*. Et les anecdotes qui circulent dans les allées du ministère de la Coopération n'ont rien à envier aux bonnes blagues des maquignons. Comme l'atteste la dernière en date, portant sur l'aide au Congo.

Les astuces de Guy Penne.

Guy Penne, le conseiller de l'Elysée pour les « affaires » africaines, s'est rendu les 11 et 12 février dernier à Brazzaville, la capitale de ce pays. Il y serait arrivé avec la promesse d'un crédit supplémentaire de 10 milliards de francs CFA, à 12 % d'intérêt sur 15 ans. Mais les dirigeants congolais croyaient que Paris allait leur fournir de l'argent frais... Alors que la délégation française a exigé que ces financements soient immédiatement utilisés au règlement des arriérés dûs aux entreprises françaises travaillant au Congo comme Dragages T. P, Spie-Batignolles, Razel, etc.

Le bruit courait depuis un certain temps, qu'une partie des dirigeants congolais commençaient à ne plus supporter que les factures des travaux entrepris par toute une série de sociétés françaises soient le plus souvent deux à deux fois et demie plus élevées que les devis établis à la signature des marchés. On craignait donc au ministère français de la Coopération que ces technocrates avisés finissent par obtenir de leur gouvernement l'arrêt de certains travaux de prestige ou fassent en sorte que les firmes françaises arrêtent d'elles-mêmes des chantiers dont elles n'obtiendraient pas le paiement.

C'était compter sans l'esprit hautement « coopératif » de Guy Penne dont la tâche consiste finalement à financer les sociétés françaises agissant outre-mer. Les crédits conditionnés au paiement des entreprises françaises montrent bien que les discours sur l'aide au tiers monde cachent en réalité un mécanisme de redistribution des financements au profit du secteur privé.

Le petit Landerneau du ministère de la Coopération regorge d'anecdotes de ce genre. Dans l'affaire congolaise, c'est une certaine société Ducler qui semble avoir bénéficié de l'action de Paris en direction de Brazzaville. Pour être payée, cette petite entreprise de travaux publics — qui est loin de disposer des références internationales de Dragage ou de Spie — se serait vue soutenir par une lettre de Delors lui-même aux Congolais, ainsi que par des pressions importantes du cabinet d'Edith Cresson et de parlementaires socialistes du Sud-ouest. Dans les couloirs des instances ministérielles françaises où le jeu consiste à découvrir les ficelles de chaque opération, le mystère n'est toujours pas élucidé. Car si certains affirment que la fortune de Ducler proviendrait de liens avec le groupe Doumeng, d'autres sussurent qu'au contraire il s'agit d'une société à participation chiraquienne. Quoiqu'il en soit, ce Ducler a aussi de puissants appuis au PS.

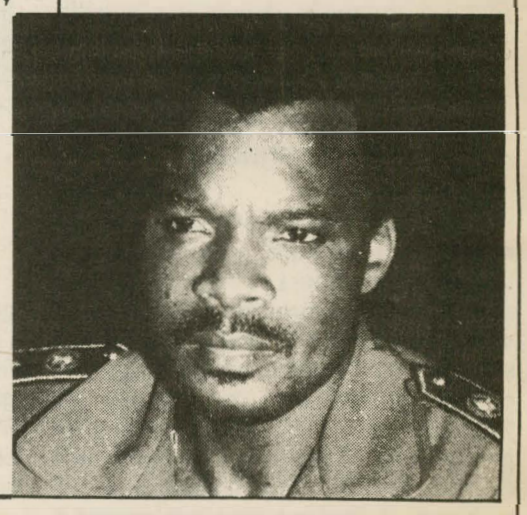
Une société influente

Les Congolais seraient furieux. Voilà en effet une entreprise qui, en octobre 1981, avait signé un marché de 35 milliards de francs CFA, pour construire les 320 kilomètres de route Owando-Makoua-Ouesso et qui maintenant, en réinterprétant le contrat demanderait 80 milliards.

Le plus amer pour les Congolais, c'est que le prêt de 10 milliards de francs CFA s'accompagne d'exigences supplémentaires : un contrôle d'experts de l'hexagone sur leur budget d'investissement de 1985 et 1986 et la réduction de l'enveloppe budgétaire.

Si l'on part de l'hypothèse selon laquelle les entreprises françaises travaillant au Congo vont continuer à réclamer le règlement de leurs factures et que Paris va obtenir de Brazzaville la réduction du budget à 90 milliards de francs CFA, il faut s'attendre à d'autres opérations du même type. Il faudra bien en effet que la France « prête » à nouveau des fonds pour permettre au Congo de faire face à ses échéances. En quelque sorte Paris joue sur deux tableaux. Il prend l'argent du contribuable pour payer le patronat impérialiste et il en profite pour accroître l'endettement des pays « aidés », c'est à dire pour aggraver leur dépendance. C'est ça la Coopération...!

C. Gabriel



Le colonel Denis Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais, arrivé au pouvoir juste avant le boom pétrolier de 1980. La baisse des prix du pétrole — 95 % des recettes d'exportation — a obligé à une révision du plan quinquennal de développement 1982-1986. « Il s'agit de préserver le noyau dur du plan et de river la programmation de ce noyau sur les perspectives financières telles qu'elles apparaissent dans la conjoncture actuelle », déclarait Sassou Nguesso à l'Assemblée nationale populaire. Le prêt de dix milliards de francs CFA rendra encore plus difficile la préservation du plan.

AFGHANISTAN

Trois forums, le 23 mars.

A l'occasion du Nouvel An afghan, le Mouvement de soutien à la résistance du peuple afghan et le bureau international Afghanistan organisent à la Mutualité, le vendredi 23 mars, de 18 h à 24 h, des forums sur trois questions, sous le titre « Crise afghane, crise mondiale ».

● Une lutte de libération nationale pas comme les autres ?
— Un autre adversaire, une autre guerre.
— Une autre résistance à l'image d'un pays sans unité.
— Une autre idéologie : l'Islam.

● Islam et conscience nationale.
- Islam : archaïsme ou modernité ?
- Islam : totalitarisme, moyen d'émancipation ou autre chose ?
- Guerre et Islam, ciments d'une nation ?

● Perspicacité et limites du regard occidental.
— Quels outils d'analyse en Occident ?
— Hors de la démocratie, point de salut ?
— Quelle lutte soutient-on, pour quel avenir ?

Souscription Barricada (fin)

La souscription Nicaragua est terminée depuis quinze jours. Nous publions la liste des derniers souscripteurs

Lucien (Castres)	50
Jacques, Aiguefonde	40
Jacques, Bordeaux	200
Jean-Claude, Paris Ve	300
Patricia, Pour que le Nicaragua ne devienne jamais un nouveau Grenade	50
Ventes badges	280
Max, militant CFDT	100
Un exilé breton, Paris XIVe	150
Marie, Troyes	100
M.S., M.P. et M. L.,Martignac	200
JPV, Sarlat	100
René, Besançon	50
Gaby, Besançon	100
Guy, Paris XVe	300
Sophie et Dominique, Fougères	100
Total	2 120
Ancien total	48 412
Nouveau total et final	50 532

UN GRAND GENIE DU BOP

Charlie Parker

Polydor réédite, pour le trente-neuvième anniversaire de la mort du saxophoniste alto Charlie Parker, la série de huit disques qu'il enregistra chez Verve de 1951 à 1955.

En quartette, quintette, sextette, en grand orchestre, avec Dizzy Gillespie, Miles Davis, Thélonious Monk, Max Roach, avec le Cubain Machito, un orchestre à cordes ou avec d'autres, Bird — l'oiseau, c'était son surnom — déploie tout son génie, même si l'on sent que physiquement il n'est plus toujours dans son meilleur état. Mais ces disques témoignent du rôle immense qu'il a joué dans la musique afro-américaine, même si, adopté par les marchands, on voit poindre le commercial.

Le discours d'un bâton

Bird, enfant des ghettos noirs de Kansas City, commence à jouer à quatorze ans. En 1940, avec quelques autres (le batteur Kenny Clarke, le pianiste Thélonious Monk, le trompettiste Dizzy Gillespie), il est à l'origine d'une nouvelle forme musicale d'une nouvelle esthétique : le be-bop. Cette onomatopée vient des flics : *« Chaque fois qu'un flic frappe un Noir avec sa matraque, ce sacré bâton dit : bop ! bop ! be... bop... bop ! bop »* (Langston Hugues, poète noir américain). La section rythmique éclate, chaque instrument jouant dorénavant sa propre partie. Le piano n'accompagne plus phrase par phrase le soliste, il plaque des accords. La batterie s'enchevêtre des rythmes complexes, le rythme de base n'est plus produit par la grosse caisse mais par la grande cymbale. La continuité rythmique de l'ensemble est assuré par la contrebasse.

Très rares sont les formes d'art à travers lesquelles on peut distinguer, aussi clairement que dans le mouvement bop, les facteurs d'ordre social qui en ont déterminé les caractéristiques. L'attitude des musiciens n'est pas seulement motivée par des courants culturels nouveaux ; la structure de la musique elle-même — la longueur et la hauteur des notes — fut à un large degré déterminée par des mutations dans la structure de la société, des mutations qui se poursuivent encore aujourd'hui.

Le bop fut un mouvement promu uniquement par de jeunes musiciens noirs. Pour les Noirs de sa génération, vivant dans les villes, Parker représentait un véritable héros culturel, le caractère révolutionnaire de sa démarche était évident. Il a remodelé la musique noire sans en altérer ni la sincérité ni la pureté, réaffirmant le blues, l'âme du jazz. Sa méfiance à l'égard des Blancs était profonde. Bird fut le premier jazzman à porter la lutte dans le camp ennemi, ce fut le premier Noir en colère dans l'histoire de la musique américaine.

Une conception nouvelle

Bird, qui a bousculé les habitudes, changé les règles du jeu, possédait une extraordinaire virtuosité au service d'une conception nouvelle. Sa musique est pleine de contrastes. Les phrases sont curieusement découpées. La ligne mélodique spontanée, au rythme compliqué, surprend. La sonorité est dure, parfois entrecoupée de cris, les accentuations inhabituelles ; il joue sur les temps faibles de la mesure contrairement à ce qui se faisait jusqu'alors. Tout ça, on le retrouve dans ces huit disques mémorables. Certains morceaux ont été enregistrés plusieurs fois, ce qui permet de vérifier que ce musicien exceptionnel n'improvisait jamais deux fois de la même façon, contrairement à bien d'autres.

« Je vivais dans une panique perpétuelle... Le pire, c'est que personne ne comprenait ma musique », dira Parker. Alors, ce précurseur, noir et génial, pour tenir, utilisera l'alcool et surtout la drogue, l'héroïne. A sa mort, en 1955, le médecin légiste attribuera le décès à des ulcères et à une pneumonie avec complications dues à une cirrhose avancée, éventuellement aussi à une crise cardiaque. Sur son certificat de décès, son âge estimé est cinquante-trois ans. Il en avait trente-cinq.

Alexis Violet

● **Dimanche 20 h 35 (TF 1),** *la Poursuite impitoyable*, d'Arthur Penn, avec M. Brando, J. Fonda, R. Redford. Impitoyable portrait d'une petite ville texanne prise de folie un samedi soir ordinaire. Sulfureux et lyrique malgré la version française...

21 h 40 (A 2), troisième et dernière partie des « Révolutionnaires du Yiddishland » (Auschwitz et après...) (voir article dans *Rouge* de la semaine dernière).

22 h 30 (FR 3), début d'un cycle consacré à l'un des grands méconnus du cinéma français, Pierre Chenal, avec *Crime et châtiment*, adaptation de Dostoïevski, tourné en 1935 avec Harry Baur, Pierre Blanchar et Madeleine Ozeray.

● **Lundi** 20 h 35 (A 2), « Grand échiquier » avec Julia Migenès-Johnson qui, avant d'être la Carmen de Francesco Rosi, tint l'affiche plusieurs années de suite lors du succès à Broadway, à l'aube des années soixante, de la célèbre comédie musicale *West Side Story* où elle était une remarquable « Maria »...

20 h 35 (FR 3), *la Chambre verte*, de François Truffaut, avec lui-même et Nathalie Baye. Un film étrangement troublant et beau, qui fut un échec commercial important, mais qui témoigne de la puissance de l'imagination d'un cinéaste trop souvent présenté comme le metteur en scène mièvre et sentimental de l'adolescence.

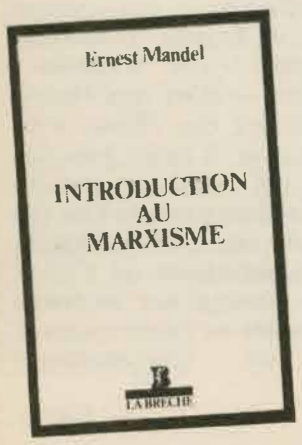
● **Mardi** 20 h 40 (A 2), *le Feu follet*, de Louis Malle, avec Maurice Ronet, Jeanne Moreau, B. Noël, A. Stewart. Le 6 novembre 1929, dans une clinique de Châtenay-Malabry, Jacques Rigaut, l'une des figures les plus fascinantes du dadaïsme, se tirait une balle dans le cœur. Son ami Pierre Drieu La Rochelle, qui se suicidera lui aussi un jour de 1945, consacra à ce suicide deux de ses plus beaux textes, une nouvelle, *la Valise vide*, et un roman, *le Feu follet* . L''adaptation qu'en a fait Louis Malle est peut-être la quintessence du genre dans le cinéma français... Infidèle dans la tranposition, et osmose troublante avec l'âme du récit, *le Feu follet est non seulement le meilleur film de Louis Malle, mais aussi l'un des dix meilleurs films français de l'après-guerre. Maurice Ronet, ne joue pas Alain, il est Alain, et nul film ne pouvait mieux rendre hommage au comédien décédé l'année dernière.*

● **Jeudi** 22 h 35 (FR 3), *Au fil du temps*, de Wim Wenders, en VO sous-titrée. Une errance splendide, à la limite de l'improvisation, mais où se retrouvent tous les thèmes chers au plus doué des jeunes réalisateurs allemands : l'interrogation sur la RFA, l'attrait du cinéma et de la culture US, et l'errance vécue comme une quête.

● **Vendredi** 23 h 05 (A 2), *Ecce Bombo*, de Nanni Moretti. Comique post soixante-huitard transalpin, nourri du sens du gag des comédies loufoques de Mack Sennett et de l'irrévérence du café-théâtre des années soixante-dix... Drôle.

Michel Laszlo.

TOUJOURS DISPONIBLES



Ernest Mandel
Introduction au marxisme

Cette *Introduction au marxisme* est le fruit d'une longueur expérience pédagogique. Elle pose avec une clarté exceptionnelle les fondements de la théorie marxiste : le matérialisme historique, la théorie économique marxiste, l'histoire du mouvement ouvrier et les problèmes de stratégie et de tactique du mouvement ouvrier à notre époque, y sont abordés, de façon concrète et vivante, sans que soit jamais sacrifiée la rigueur théorique nécessaire à pareil ouvrage.

Ces livres sont disponibles en librairie (notamment à La Brèche à Paris) ou peuvent être commandés à PEC : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil, accompagné du règlement (6,30 F de frais de port)

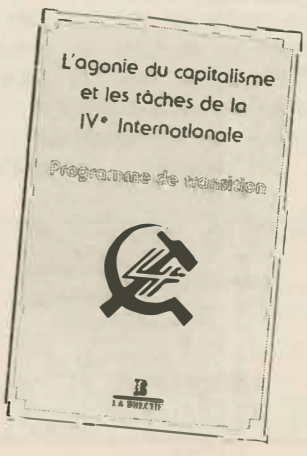
PROGRAMME DE TRANSITION. LEON TROTSKY.

Produit de la tradition du mouvement ouvrier international dans la continuité de ses acquis.

Synthèse des enseignements théoriques et pratiques de la lutte de l'Opposition de gauche au stalinisme.

Elaboré en 1938, *le Programme de transition* reste et demeure un document d'actualité et une arme essentielle pour tous les marxistes révolutionnaires.

Cette réédition comporte :
— une discussion avec L. Trotsky sur *le Programme de transition* ;
— le Programme d'action des bolcheviks-léninistes de France de 1934.



SALVADOR

Offensive diplomatique du FMLN

A la farce électorale mise en place par les Etats-Unis, le FMLN-FDR a répondu. Il oppose un projet intitulé « Proposition d'intégration et plate-forme du gouvernement provisoire de large participation », présenté le 9 février au cours d'une conférence de presse à Mexico par la commission politico-diplomatique du FDR.

Pour *« vaincre la crise »*, permettre au peuple salvadorien de connaître un *« processus de transformation sociale, politique et économique vers une société vraiment juste »*, et parvenir à *« la construction de la paix »*, le FMLN-FDR en riposte au plan américain (cf. *Rouge* nº 1103) propose de mettre en place un gouvernement de large participation, c'est-à-dire avec la *« participation des forces politiques et sociales disposées à éliminer le régime oligarchique, sauver la souveraineté et l'indépendance nationale et protéger l'intérêt social vis-à-vis de l'existence de la propriété et de l'investissement étranger »*. Gouvernement provisoire, c'est-à-dire dont *« la durée sera déterminée par l'accomplissement des objectifs de base selon un accord entre les différentes parties »*.

Objectifs et mesures concrètes

Outre les objectifs déjà cités, le gouvernement provisoire devra *« détruire le système de répression »* pour *« jeter les bases d'une vraie démocratie »*, *« subvenir aux besoins les plus urgents et immédiats des masses et prendre les mesures nécessaires, économiques et sociales, pour transformer cette structure »*, et enfin *« organiser des élections générales »*.

Pour cela est envisagée une structure simplifiée de gouvernement (junte de gouvernement, cabinet ministériel, conseil consultatif de l'Etat, Cour supérieure de justice) et un ensemble de mesures immédiates ou à moyen terme. Ces mesures peuvent être regroupées en différentes catégories :

— Destruction de l'appareil d'Etat de la dictature : aussi bien l'arsenal juridique que les corps répressifs (y compris les escadrons de la mort et leur bras politique, l'ARENA) ; annulation des jugements d'exception et libération des prisonniers politiques.

— Mise en place des bases d'une démocratie véritable : légitimation de l'organisation du pouvoir populaire *« surgi pendant la guerre dans les différentes régions du pays ; programme d'organisation populaire, pour élargir et consolider les municipalités et les organisations sociales et communautaires. Participation des structures dans la planification, exécution et évaluation des projets de bien commun »*.

— Mesures économiques et sociales : elles doivent à la fois remettre en marche l'économie et créer les conditions d'une transformation des structures : un « programme urgent » est prévu *« pour restaurer ou reconstruire l'infrastructure économique, éducative et sanitaire »*, un « programme d'aide aux réfugiés » et aux victimes de la guerre ; un programme massif d'investissements, publics et privés, afin de créer des emplois (assorti d'un moratoire pour les petites et moyennes entreprises) ; des mesures pour relancer la consommation populaire ; négociation de la dette extérieure. A moyen terme, les réformes de structure sont les suivantes : réforme agraire ; nationalisation du système bancaire et financier, pour orienter le crédit *« au service des majorités »* ; complète réforme du commerce extérieur ; mise en place de programmes sociaux et réorientation de l'investissement étranger dans ce sens.

— Politique extérieure orientée vers le non-alignement et l'indépendance, comprenant des accords de non-agression avec les pays de la région et les Etats-Unis, l'arrêt de l'aide militaire étrangère, le retrait des conseillers américains et le retrait du Conseil de défense centre-américain (CONDECA).

Au projet d'élections dans un climat de terreur et de répression, le FDR-FMLN oppose des élections générales, dont la préparation fait partie des mesures immédiates proposées, et qui auraient donc lieu une fois posées les garanties réelles de démocratie et de libre organisation et sur la base d'un « registre électoral fiable ».

Les combattants participent aux tâches qu'exige une économie de résistance dans les zones contrôlées par le FDR-FMLN

L'expression d'un rapport de forces

La procédure proposée pour parvenir à ce gouvernement provisoire est celle d'un dialogue suivi de négociations, mettant en jeu les parties en conflit (une délégation du FMLN-FDR, une délégation du gouvernement, des forces armées et l'ambassadeur spécial des Etats-Unis pour l'Amérique centrale ou un autre représentant des Etats-Unis), des « modérateurs » et des témoins internationaux *« tels que les représentants du groupe de Contadora et d'autres gouvernements démocratiques »*. Le FMLN-FDR prévoit de négocier un cessez-le-feu quand le processus de négociation sera suffisamment avancé.

« Ce processus va culminer avec l'organisation d'une armée nationale unique formée par les forces du FMLN et les forces armées du gouvernement, déjà épurées et jusqu'à ce moment les deux armées maintiendront leurs armes. »

Non seulement le FMLN-FDR n'envisage en aucun cas d'abandonner la lutte dans les conditions actuelles, mais cette proposition est le reflet direct d'un rapport de forces politique et militaire favorable sur le terrain.

Par cette proposition, le FMLN-FDR met la balle dans le camp du gouvernement et de l'impérialisme. Il est en effet le seul à pouvoir proposer un ensemble de mesures concrètes pour résoudre la crise à court terme. La responsabilité des Etats-Unis dans la poursuite de la guerre est ainsi clairement mise en évidence par leur refus du dialogue.

La plate-forme de gouvernement provisoire constitue en même temps une réponse globale et politique à la parodie de démocratie que met en avant la propagande impérialiste. Elle a ainsi des chances d'être écoutée par différentes forces qui souhaitent en finir avec la dictature et l'injustice sociale. Ainsi, l'Union populaire démocratique (UDP), syndicat lié à la démocratie-chrétienne et qui soutient la candidature de Duarte, a pourtant déclaré accueillir *« avec sympathie »* cette proposition — alors que Duarte la rejette et déclare que l'heure n'est pas à la négociation. Il existe donc des contradictions qui montrent que les élections du gouvernement ne font pas l'unanimité. Pour expliquer leur nature véritable, les combattants du FMLN organisent des meetings sur les routes du pays, présentant en même temps la proposition de gouvernement provisoire.

S. Joanny